

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUROPE 47-08

## SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Chances et malchances du communisme en Afrique .....	1	Au XXII <sup>e</sup> Congrès : aveux et révélations. (Extraits du compte rendu officiel). Discours de A.I. Mikoïan, L.N. Iéfrémov, D. Rassoulov, A.N. Kossyguine, M.A. Souslov, I.N. Zarobian, D.S. Polianski, N.G. Ignatov et A.P. Kirilenko .....	13
NICOLAS LANG. — Le communisme en Afrique australe .....	5	L. LAURAT. — Hypothèses sur le « pourquoi » de la déstalinisation .....	22
BRANKO LAZITCH. — Togliatti en difficultés avec le Kremlin .....	8		
Togliatti contre l'intelligentsia du Parti .....	11		

## Chances et malchances du communisme en Afrique

**D**eux gestes à grand spectacle viennent de ramener la réflexion sur les chances des communistes en Afrique et les obstacles qu'ils y rencontrent : le colonel Nasser a demandé au gouvernement soviétique et il en a reçu (à quel prix?) une aide militaire accrue qui, paraît-il, ferait de la marine égyptienne la première de la Méditerranée orientale; Sekou Touré a, dans des discours publics, accusé l'ambassade d'un Etat de l'Est, certainement l'ambassade soviétique, d'avoir donné conseils et appui à des conjurés qui préparaient le renversement du gouvernement guinéen, auquel ils reprocheraient sa politique « neutrale », son refus de s'engager au côté des pays « socialistes ».

Ces deux gestes de sens contraire, dont l'un ouvre un peu plus le continent africain à l'influence communiste, tandis que l'autre la lui ferme, se ressemblent pourtant : dans les deux cas, c'est un gouvernement qui agit. Il faut voir là plus qu'une rencontre de hasard. C'est presque un symbole. En Afrique, dans toute l'Afrique, à deux ou trois exceptions près, c'est au niveau des gouvernements, et à ce niveau seulement, que se joue aujourd'hui et pour un assez bon nombre d'années le sort du communisme. Il pénétrera si les communistes obtiennent la complicité des pouvoirs en place — parti et gouvernement, parti encore plus que gouvernement. Il piétinera à ses portes si ces mêmes pouvoirs

veulent et savent se protéger contre le « noyautage » communiste, contre la tactique du « Cheval de Troie », s'ils savent et veulent empêcher leur investissement par l'intérieur, si l'on ose ainsi allier les termes.

✱

On a souvent énuméré, on énumérera souvent encore les obstacles en quelque sorte naturels que les sociétés africaines opposent d'elles-mêmes à la pénétration communiste : le caractère embryonnaire de la classe ouvrière et de la bourgeoisie capitaliste africaines, l'absence ou le petit nombre des faits qu'on pourrait mettre sur le compte d'une lutte des classes évidemment inexistante, la solidité des traditions familiales, l'esprit religieux que heurte le matérialisme agressif du communisme.

Ces obstacles sont réels, ils sont puissants, et sans doute seraient-ils décisifs si les communistes en étaient encore à concevoir leur révolution comme l'aboutissement du mouvement des masses ouvrières en marche vers leur émancipation. Mais voici longtemps qu'ils ont mis au point les techniques qui permettent à de petites « organisations de révolutionnaires professionnels » (petites par rapport aux sociétés dans lesquelles elles opèrent) de mobiliser les foules facilement abusées au moyen de mots d'ordre qui n'ont à

peu près plus rien de commun avec le communisme véritable, et de se servir d'elles pour s'emparer du pouvoir et instaurer leur dictature. Les populations africaines seraient hostiles aux communistes s'ils se présentaient à elles à visage découvert et drapeau déployé. Mais ils s'en gardent bien, et l'ignorance du communisme est telle en Afrique, dans toute l'Afrique, que nulle part il n'est plus aisé à ses militants de faire des dupes.

Qu'on interroge ceux des Africains qui ne cachent pas leurs sympathies communistes ou qui même se croient communistes, qu'on interroge en particulier les étudiants africains qui, à Dakar, à Paris, à Lyon ou ailleurs, sympathisent ou militent avec les communistes : on sera frappé, à peu près dans tous les cas, de la médiocrité de leur connaissance du communisme, de sa doctrine, de son histoire, de ses méthodes. Elle ne va pas le plus souvent au-delà de quelques formules, de quelques idées, presque toujours accessoires. A qui sait tromper ainsi des individus qui comptent parmi les plus instruits, il était assurément plus facile encore de duper les masses et de les entraîner dans la voie du communisme, en dépit des obstacles naturels, de la résistance spontanée des sociétés africaines.

\*\*

Les communistes ont tenté cette mobilisation par le mensonge. Ils ont appliqué à l'Afrique, à toute l'Afrique, et notamment à l'Afrique noire française, leur art d'utiliser pour leur compte n'importe quel slogan, n'importe quelle passion, n'importe quel mouvement des foules. Ils ont tenté de capter l'anticolonialisme, qui devait se transformer peu à peu en nationalisme. Ils en ont même été, dans une large mesure, les initiateurs. La part prise par les « Groupes d'Etudes Communistes » dans la constitution du Rassemblement démocratique africain au lendemain de la guerre est mal connue, assez cependant pour qu'il soit permis de la dire importante, sans doute décisive.

Ce qu'on appellera pour simplifier le mouvement nationaliste africain a été dès l'origine, dans l'Afrique française, truffé de sympathisants communistes, d'agents des communistes, de communistes authentiques. Il a été soutenu autant que faire se pouvait par les communistes du monde entier, à commencer par ceux de France, et ce soutien n'a jamais été repoussé. Bref, ce mouvement nationaliste aurait dû porter des communistes au pouvoir ou du moins aux abords du pouvoir si celui-ci était exclusivement occupé par leurs amis, leur alliés et leurs dupes. Une fois ces positions conquises, le reste ne devait plus être que l'affaire de quelques années, moins peut-être.

Il n'en a rien été. On ne saurait dire que l'échec a été total : il y a la Guinée, il y a le Mali. Mais, même en ces deux pays, la victoire n'a pas été complète. Elle n'est même pas assurée. Les communistes ont manqué leur opération. Contrairement à leur habitude,

ils ont travaillé pour d'autres, tiré pour d'autres les marrons du feu, comme Staline aimait à dire, mais non à faire. Et, bien entendu, c'est sans le vouloir et sans s'en rendre compte qu'ils ont agi ainsi. S'ils avaient su que l'indépendance nationale des populations africaines renforcerait leur résistance au communisme, ils n'auraient peut-être pas prêté la main à l'effort qui a conduit là.

Le don gratuit n'est pas leur fait.

\*\*

En quoi se sont-ils donc trompés ?

On dit que, dans la querelle idéologique qu'ils font à leurs camarades soviétiques, les dirigeants communistes chinois mettent en avant la mauvaise application des principes léninistes dans la tactique suivie par le communisme international, c'est-à-dire par Khrouchtchev et son équipe, dans les pays sous-développés. Les communistes seraient venus en aide, dans ces pays, aux partis nationalistes bourgeois, alors qu'il n'aurait fallu aider que les partis nationalistes prolétariens. Plus exactement, l'enseignement de Lénine voulait que, tout en coopérant avec les mouvements nationalistes des colonies et « semi-colonies », les communistes prennent soin de conserver leur propre organisation, de mettre la sauvegarde de leur autonomie de parti au-dessus de toutes les autres préoccupations, y compris l'intérêt de la lutte pour l'indépendance nationale.

Les « thèses sur les questions nationale et coloniale » adoptées au second Congrès de l'Internationale communiste en 1920 étaient formelles sur ce point :

*« L'Internationale communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments communistes soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire. »*

On comprend que les communistes chinois aient à cœur de maintenir cet enseignement : ils ont failli payer très cher leur coopération avec Sun Yat-sen et Tchang Kaï-chek, la demi-absorption de leur parti dans le Kuomintang. Venus au pouvoir, non en collaboration avec le Parti nationaliste, mais en menant la lutte contre lui — (et cela jusque dans la période où ce parti, maître du pouvoir, soutenait une guerre difficile pour défendre la Chine contre l'envahisseur japonais) — ils peuvent dire que la voie chinoise vers le pouvoir a bien suivi le tracé de Lénine, qu'ils restent fidèles à Lénine en proposant leur tactique en exem-

ple aux communistes des pays ex-colonisés et des « pays arriérés ».

A la vérité, cette critique n'est pas entièrement fondée, car les Soviétiques ont cédé à la nécessité beaucoup plus qu'à une idée préconçue de la tactique à suivre.

Ils n'ont pas oublié l'enseignement de Lénine sur le maintien indispensable d'un parti communiste autonome.

La preuve la plus éclatante en est fournie par l'exemple algérien. A aucun moment, depuis 1954, le Parti communiste algérien n'a accepté de se dissoudre et de se fondre dans le F.L.N. Il a proposé, et ne cesse de proposer, au F.L.N. de constituer un front unique dans lequel chaque organisation conserverait sa personnalité. Il soutient spectaculairement le G.P.R.A. Il a accepté de supprimer ses organisations syndicales, groupées dans l'U.G.S.A., et de donner l'ordre à ses militants syndicaux d'entrer dans l'U.G.T.A., organisation syndicale du F.L.N. De même, il a mis ses quelques groupes armés sous les ordres de l'A.L.N., bien qu'il fût à craindre que cela ne leur portât pas chance, comme il est effectivement arrivé. Mais à ces concessions, il n'a pas ajouté la concession suprême : disparaître en tant que parti autonome. Il a résisté sur ce point à toutes les pressions du F.L.N. — et il ne l'a pas fait sans le conseil et l'accord de Moscou.

Si les communistes ont suivi ailleurs une autre tactique, et notamment en Afrique noire, c'est vraisemblablement (les historiens auront à vérifier l'hypothèse) parce qu'ils n'ont pas pu faire autrement. Ils ont été pris de court. La question de l'indépendance s'est posée et elle a reçu une réponse favorable avant qu'ils n'aient eu la possibilité de grouper solidement à part dans des partis constitués les éléments communistes mêlés aux mouvements nationalistes et entrés dans les organisations syndicales. Peut-être la fidélité à l'enseignement précité de Lénine eût-elle exigé qu'ils freinent la révolution de l'indépendance, surtout là où elle revêtait les formes pacifiques d'une évolution dans la légalité.

Mais, outre qu'ils pouvaient craindre de perdre les positions déjà conquises dans ces régions en ne se mêlant pas, ou en s'opposant, à un mouvement qui peut-être eût abouti sans eux, ils étaient tout pleins de l'illusion léniniste selon laquelle la prospérité économique des grandes nations occidentales reposait sur le pillage des colonies et que l'émancipation des peuples coloniaux ébranlerait la Grande-Bretagne et la France au point d'y rendre possible et même inévitable la révolution communiste.

Au congrès de la F.S.M. à Leipzig, en 1957, le vieux communiste indien S.A. Dange assurait que « chassés de leur traditionnel terrain de chasse » en Asie, les impérialistes cherchaient à « revivifier leur existence mourante en développant l'Afrique », qu'ils demandaient à l'exploitation de l'Afrique « un nouveau répit », « le temps de respirer », le

moyen de reculer encore l'échéance révolutionnaire dans leur propre pays. Ils exprimaient là la pensée commune : elle ne conseillait pas la réserve à l'égard de la révolution nationale dans les territoires africains.

\*\*

Le résultat le plus clair de cette révolution a été l'installation au pouvoir dans tous les nouveaux Etats, par des voies légales et par un transfert de souveraineté régulièrement opéré, d'hommes qui, presque tous, ont été de près ou de loin à l'école du communisme, — et à cette école tous ont pris avant tout des leçons de politique.

S'il veut bien ne pas s'en tenir à la lettre des constitutions données à ces nouveaux Etats — pas plus qu'on ne doit se contenter de la constitution de l'U.R.S.S. pour connaître le régime soviétique — le juriste se rendra compte, non sans étonnement peut-être, que tous ces Etats, même les plus libéraux, ont adopté des structures institutionnelles qui empruntent beaucoup moins aux nations mères, à la Grande-Bretagne et à la France, qu'à l'Union soviétique. Partout règne ou tend à s'établir (combinée dans des proportions variables avec le régime présidentiel) la dictature du parti unique, qui encadre ou cherche à encadrer la totalité de la population, non seulement par ses propres sections, mais aussi par l'intermédiaire des organisations de masse, qui sont celles-là mêmes sur lesquelles les communistes s'appuient toujours le plus solidement : les syndicats, les organisations de jeunesse, les associations féminines, les groupes culturels.

Les Africains hésitent à suivre l'exemple soviétique dans le domaine économique, et beaucoup se sont engagés dans une direction opposée. Mais tous lui ont emprunté quelque chose en matière d'institutions politiques.

Or, ce sont ces institutions copiées sur les leurs qui constituent aujourd'hui le barrage le plus efficace à l'action des communistes en Afrique. Elles les empêchent de constituer des partis qui soient à eux et de mobiliser les masses, si mécontentes qu'elles soient, pour procéder à de nouvelles opérations révolutionnaires. Les Africains se sont, en quelque sorte, vaccinés contre le communisme : ils se sont inoculé le microbe sous une forme atténuée afin d'immuniser le corps politique de ses attaques directes.

Bien entendu, les communistes se sont rendu compte de l'obstacle auquel ils se heurtent, et ils ont entrepris de le tourner. Ils savent parfaitement bien que l'aide économique et militaire qu'ils accorderont aux nouveaux Etats ne suffira pas à placer ceux-ci sous la domination de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste. Elle peut servir d'appoint à leur propagande. Elle peut aussi lui ouvrir des voies ; mais c'est dans d'autres directions qu'ils cherchent.

Deux se dessinent déjà très clairement dans leurs propos et leurs actions. Elles sont

divergentes et presque opposées. Cela n'interdit nullement qu'ils les suivent toutes les deux à la fois. Ils essaient, d'une part, de constituer des partis communistes autonomes et, de l'autre, de noyauter les partis au pouvoir pour les transformer en partis communistes.

La première méthode paraît vouée à l'échec, et pourtant elle est appliquée avec persévérance. Le P.A.I. — le Parti africain de l'indépendance, dont le noyau principal est au Sénégal, où il est interdit — est déjà pratiquement traité comme un parti frère. Les textes officiels — en particulier la résolution adoptée lors de la réunion des 81 partis à Moscou en novembre 1960 — condamnent la pratique du parti unique dans les pays nouvellement indépendants, et y réclament l'application des règles démocratiques.

Ce « faites ce que je dis et non pas ce que je fais » est assurément difficile à défendre. Mais les communistes trouvent toujours une justification théorique à leurs positions tactiques : en l'occurrence, ils rappellent que les partis sont les moyens d'expression politiques des différentes classes sociales; qu'il est donc normal qu'il n'y ait plus qu'un parti là où il n'y a plus qu'une classe (dans les pays socialistes), mais qu'il convient d'admettre plusieurs partis là où existent plusieurs classes, ce qui reste, selon eux, le cas en Afrique où, à côté de la « bourgeoisie nationale » actuellement maîtresse du pouvoir, se forme déjà une classe ouvrière qui a besoin pour s'exprimer de son parti, de ses syndicats indépendants de la puissance publique, de la liberté de la presse, du droit de manifestation et de grève.

Une pareille justification prêterait à sourire, tant la malice est cousue de fil... rouge. Elle est inquiétante pourtant, car les communistes trouveront aisément dans le monde libre des hommes pour mener campagne à leur place contre le « fascisme » instauré en Afrique. En particulier, la question syndicale pose vraiment des cas de conscience, non seulement aux observateurs et aux conseillers européens, mais aux militants africains eux-mêmes, d'autant plus que, soucieux d'empêcher l'utilisation des syndicats par des forces hostiles, les gouvernements d'Afrique sont allés souvent bien plus loin qu'il n'était nécessaire dans l'assujettissement des organisations syndicales au parti et au gouvernement. Il n'est donc pas impossible de voir des défenseurs des libertés s'allier inconsidérément aux

communistes pour faire pression sur les gouvernements africains et tenter d'obtenir d'eux un changement de régime qui, dans bien des cas, ferait le lit des pires ennemis de ces mêmes libertés.

\*\*

L'autre méthode est moins spectaculaire. Elle consiste à « noyauter » l'appareil des partis au pouvoir afin de le faire passer au service des communistes. Ainsi, par une révolution de palais presque silencieuse, les communistes se substitueraient aux actuels dirigeants, sans avoir à créer de nouveaux instruments de dictature, puisqu'ils sont déjà en place. Il n'y aurait plus qu'à les manier de façon un peu plus vigoureuse — et à d'autres fins.

Cette tactique est assez facile à déceler sur le plan syndical : les dirigeants de la F.S.M. s'emploient à remettre la main sur les organisations syndicales placées dans la dépendance du pouvoir, — et leur effort n'est pas toujours sans succès. Le « noyautage » des organisations estudiantines est poussé plus loin encore, mais il est si connu que les gouvernements tiennent celles-ci à l'écart et les surveillent. Les partis eux-mêmes ne sont pas à l'abri de ces tentatives.

Il n'en est pas un qui n'ait compté dans ses rangs des éléments communistes. Beaucoup de ceux-ci y sont demeurés après l'indépendance et la venue au pouvoir. Ils étaient — ils restent — particulièrement nombreux dans le Parti démocratique de Guinée et dans le R.D.A. du Mali, mais ils sont présents dans d'autres. Assurément, ils n'y forment que des minorités suspectes, surveillées, menacées. Assurément aussi, on peut penser que certains se sont convertis, sincèrement, parce que le contact des réalités du pouvoir leur a révélé la fausseté de la doctrine qu'ils avaient jadis embrassée, — sordidement aussi quelquefois parce que l'accès au pouvoir, aux honneurs, à la richesse, leur a fait préférer leur révolution personnelle à la révolution communiste.

Il reste que, sur certains de ces éléments, les communistes peuvent toujours agir. Il reste que certains d'entre eux se sont mis en sommeil, en attendant le moment favorable pour user des pouvoirs qui leur ont été confiés, soit parce qu'on les croyait convertis, soit parce qu'on croyait ainsi les convertir, — ce qui se pratique beaucoup en Afrique. Il reste que la montée de la jeune génération peut modifier le contenu humain et politique du Parti. Les étudiants soumis déjà à l'influence communiste dans les rangs de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.) ou de l'Union générale des étudiants d'Afrique occidentale (U.G.E.A.O.), ceux à qui les ambassadeurs soviétiques en Afrique octroient des bourses pour qu'ils aillent recevoir la formation qu'on devine à l'Université Lumumba, essaieront peut-être demain de créer des partis com-

APRÈS AVOIR LU  
EST & OUEST  
NE LE DÉTRUISEZ PAS  
ENVOYEZ-LE A UN AMI

# Le communisme en Afrique australe

**A**u début de novembre 1961, la *Pravda* signalait qu'un Parti communiste avait été créé au Basutoland, protectorat britannique de l'Afrique australe. Deux semaines plus tard, des troubles éclataient à Maseru, capitale du Basutoland, à la suite de la menace d'expulsion d'un dirigeant de la jeunesse connu pour ses sympathies à l'égard des communistes. Enfin, au Caire, un représentant « nationaliste » du Basutoland accordait une interview au correspondant de la *Pravda* et faisait l'éloge du nouveau programme du P.C. de l'U.R.S.S.

Tous ces faits montrent que, dans ces territoires lointains et peu connus, les communistes, dont le Parti est interdit en Afrique du Sud, viennent d'installer une organisation politique, sinon une base de départ, qui doit leur permettre d'étendre dans tout le sud du continent africain leur action de propagande et de subversion. Ce phénomène est d'autant plus intéressant à connaître que, jusqu'à présent, les communistes avaient semblé peu désireux de créer en Afrique noire des partis communistes locaux.

## Rappel géographique et politique

Il existe, à l'heure actuelle, trois protectorats britanniques au sud du continent africain : le *Bechuanaland*, le *Basutoland* et le *Swaziland*. Géographiquement, ces trois territoires sont tous en rapport étroit avec la République d'Afrique du Sud. Le plus vaste est le Bechuanaland, qui, avec ses 582.750 km<sup>2</sup>, atteint presque trois fois la superficie de la Grande-Bretagne. Il est borné au sud, à l'est et à l'ouest, par la République d'Afrique du Sud ou le Sud-Ouest Africain. Le Basutoland, avec ses 28.685 km<sup>2</sup>, forme une enclave à l'intérieur de la République sud-africaine. Enfin le Swaziland, autre enclave d'une superficie de 17.360 km<sup>2</sup>, est limitée par les provinces du Transvaal et du Natal, et se trouve

non loin de la frontière du Mozambique portugais.

Ces trois territoires comptent une population totale de plus de 1.300.000 habitants. En dépit de sa superficie, le Bechuanaland, qui contient l'immense désert du Kalahari, est le moins peuplé : 350.000 habitants environ. Les deux autres protectorats ont une population beaucoup plus dense : 675.000 habitants au Basutoland et 265.000 au Swaziland. La grande majorité est formée d'Africains, mais dans chacun des territoires on trouve des minorités européennes (près de 9.000 Européens au Swaziland) et hindoues.

Le régime britannique dans les trois protectorats remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils sont administrés par des commissaires-résidents, placés sous l'autorité d'un haut-commissaire (actuellement sir John Maud) qui occupe également le poste d'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de la République d'Afrique du Sud. Toutefois, au cours des deux dernières années, des changements politiques importants sont intervenus dans les trois territoires. Au Basutoland, la constitution de 1960 a créé un conseil législatif — « *Conseil national du Basutoland* » — comprenant 80 membres, dont 76 Africains. Les 80 membres se composent d'un nombre égal de membres élus et de membres désignés. Le Conseil exécutif comprend quatre membres choisis dans l'administration et quatre membres du « Conseil national du Basutoland ».

Au Bechuanaland, un Conseil législatif et un Conseil exécutif ont été établis en 1961. Le premier comporte 31 membres, dont 21 sont élus (10 Européens, 10 Africains et 1 Asiatique). Quant au Conseil exécutif, il est composé de quatre membres : deux Européens et deux Africains.

Enfin, au Swaziland, le commissaire-résident est assisté d'un Conseil consultatif européen et du Conseil national du Swaziland, tous deux représentés au sein d'un Comité

munistes africains. Ce sont des étudiants, déjà, qui ont fondé le P.A.I. Ils peuvent aussi, plus facilement, faire leur soumission, au moins en apparence, entrer au Parti, voire au gouvernement (peut-être cela s'est-il déjà fait), préparer, réaliser peut-être, cette métamorphose des partis nationaux actuellement souverains en partis communistes.

Les dirigeants africains connaissent sans doute ce danger, mais il n'est pas certain qu'ils se soucient autant qu'il le faudrait d'une menace lointaine. Pourtant, l'exemple cubain est là pour témoigner de l'efficacité de la méthode. Il ne peut qu'encourager les communistes à tenter en Afrique des opérations analogues : se glisser — par l'intermédiaire des syndicats, des jeunes du Parti, du Parti lui-même — à l'intérieur de ces pouvoirs

qui constituent aujourd'hui le principal obstacle à leur action.

Tout, en Afrique, dépend sur ce plan des gouvernements. Ce sont eux qui maintiendront leur pays hors des prises du communisme, ou ce sont eux qui le lui livreront. Laisseries sans protection contre ses manœuvres, les sociétés africaines ne sont pas capables de résister par elles-mêmes au communisme, et cela pour longtemps encore. Ce n'est donc pas à leur niveau que se livre aujourd'hui le combat, et c'est pourquoi les hommes libres doivent s'inquiéter lorsqu'ils voient un gouvernement africain se rapprocher des communistes, — se réjouir au contraire lorsqu'il se prémunit contre eux.

CLAUDE HARMEL.

constitutionnel qui doit bientôt soumettre ses recommandations relatives à une nouvelle constitution.

Il est à peu près certain que, dans les prochaines années, le régime britannique va faire place, petit à petit, à un régime de large autonomie qui, lui-même, précédera l'accès à l'indépendance des trois territoires.

En ce qui concerne la situation économique, les protectorats sont étroitement liés à l'économie de l'Afrique du Sud. Chaque année, près de 150.000 indigènes du Basutoland (20 % de la population), 20.000 du Bechuanaland et 10.000 du Swaziland se rendent en Afrique du Sud pour y travailler dans les mines ou dans l'agriculture. En outre, les trois territoires coopèrent activement avec la République sud-africaine dans bon nombre de domaines : commerce, transport, santé, agriculture et la mise en valeur en général.

### Organisations politiques et syndicales

C'est fort probablement l'existence de cette économie de coopération entre l'Afrique du Sud et les trois protectorats, ainsi que l'évolution politique prévue pour les années à venir, qui ont incité les communistes à faire du Basutoland un centre d'agitation, de propagande et de subversion, en y créant un Parti communiste local.

Il est bon de savoir que dans les trois protectorats existent déjà, depuis plusieurs années, des organisations politiques et syndicales sur lesquelles les communistes d'Afrique du Sud exercent une pression plus ou moins forte. Lors de la première conférence des peuples africains, réunie à Accra (Ghana) à la fin de 1958, neuf organisations politiques et syndicales d'Afrique australe furent invitées à y prendre part. Il s'agissait de l'« *African National Congress* », de la « *South African Progressive Association* », de la « *Herero Peoples Organisation* », de la « *General Workers Union of Basutoland* », de la « *Typographical Workers Union of Basutoland* », de la « *National Union of Trained Artisans of Basutoland* », de la « *Francistown Employees Union of Betchuanaland and Basutoland* » et du « *Basutoland Congress Party* ».

D'autre part, plusieurs organisations qui disposent de sections dans les trois protectorats et qui sont groupées au sein du « *National Action Council of the Congress of the People* » sont déjà de véritables instruments politiques entre les mains des communistes d'Afrique du Sud. Parmi ces organisations, outre l'« *African National Congress* », il faut citer le « *Congress of Democrats* », le « *South African Indian Congress* », le « *Coloureds Congress* » et le « *South African Congress of Trade Unions* ».

Le « *Nation Action Council* » a pour but avoué l'instauration d'une « démocratie populaire » copiée sur le modèle des pays du bloc soviétique. Lors d'une réunion tenue à Klip-town, près de Johannesburg, le « *Council* » a rédigé une déclaration, « *Charta of Free-*

*dom* », véritable document-programme qui adhère complètement aux principes et à l'idéologie lénino-marxiste.

### Création du P.C. du Basutoland

C'est dans son numéro du 6 novembre 1961 que la *Pravda* annonçait, en quelques lignes, la création d'un Parti communiste au Basutoland. Le journal soviétique faisait état d'une dépêche en provenance du Cap, mais le fait même qu'il ait jugé bon de signaler la fondation de ce P.C. donne une sorte de consécration officielle au P.C. du Basutoland.

D'après des informations publiées dans *Contact* (16-11-1961), bimensuel de Cape Town de tendance libérale et hostile à l'« apartheid », c'est au retour d'un certain John Motloheloa de Moscou, où il avait passé trois mois, que fut annoncée la fondation du P.C. au Basutoland. En effet, lorsqu'il regagna Maseru (capitale du protectorat), John Motloheloa publia un « *Projet de programme* » et un « *Projet de statuts* » du « *Parti communiste du Lesotho* » (« *Lesotho* » étant l'ancienne appellation indigène du Basutoland).

Ce programme réclame, tout d'abord, « *une indépendance complète et authentique du Basutoland* », ce qui signifie « *le contrôle de nos propres forces de défense, de la politique étrangère, de la sécurité internationale, des postes et télégraphes, des lignes aériennes, etc.* ». Il réclame également « *une représentation basuto aux Nations Unies* ».

Après avoir fait très vaguement l'éloge des partis existant au Basutoland, le programme affirme qu'ils ne sont plus « adéquats » à l'heure actuelle. « *Pour faire face aux problèmes d'aujourd'hui, il est essentiel que les Basutos aient un parti d'un type nouveau, un parti guidé par la théorie politique et économique la plus avancée, à savoir le marxisme-léninisme* ».

« *Ce Parti, précise encore le programme du P.C.B., aiderait grandement le « Basutoland Congress Party » en travaillant pour l'unité nationale. Il travaillera donc pour un front uni avec le B.C.P. et toutes les autres forces progressistes.* »

Le programme se termine en affirmant que « *le Parti entretiendra d'étroites relations avec le Parti communiste d'Afrique du Sud et le Mouvement communiste mondial* ».

Un « *Comité central* », sans doute provisoire, a déjà été formé à Maseru. C'est lui qui sera chargé de « discuter » le « *projet de programme* » et le « *projet de statuts* », ramenés de Moscou par John Motloheloa. Une conférence nationale, à moins qu'il ne s'agisse d'une sorte de congrès constitutif, doit avoir lieu à Maseru le 14 mars 1962. Au cours de cette réunion, les organes directeurs du nouveau parti seront « élus ».

Signalons encore que le « *projet de statuts* » précise que le premier but du P.C. du Basutoland est d'« *agir comme un parti indépendant d'ouvriers et de paysans du Lesotho, visant à créer une république socialiste au Lesotho* ».

## Tactique du P.C.B.

Ainsi tout porte à croire que l'on se trouve en présence d'un véritable Parti communiste. Nul ne peut prévoir l'avenir de cette organisation qui sera, sans doute, reconnue par les autorités britanniques puisqu'aucune loi n'interdit les activités communistes au Basutoland, comme c'est le cas en Afrique du Sud. Déjà, les communistes de ce protectorat disposent d'une imprimerie qui leur permettra bientôt d'inonder tout le sud du continent africain de leurs tracts, brochures et autres proclamations. En outre, le siège du P.C.B. pourra désormais servir de refuge, sinon de point de départ, à tous les agitateurs communistes ou progressistes qui, sous le couvert du nationalisme, essayeront d'étendre leur politique de subversion aussi bien vers l'Afrique du Sud que vers le Mozambique, la Rhodésie du Sud et peut-être même Madagascar.

La création de ce nouveau Parti communiste apparaît donc comme un élément important pour toute cette région de l'Afrique. Il est évident — le « projet de programme » n'hésite pas à le préciser — que les communistes du Basutoland, sous prétexte de vouloir créer un « front uni », vont tenter de noyauter les organisations politiques existant déjà dans le protectorat. Il semble d'ailleurs que l'infiltration au sein du principal mouvement, le « Basutoland Congress Party », a donné des résultats puisque, à la suite des émeutes provoquées à Maseru par la menace d'expulsion de Mohau Mokitimi, chef de la Ligue des jeunes du B.C.P., connu pour ses sympathies pro-communistes, une véritable scission semble diviser ce Parti. Alors qu'une fraction importante, groupe autour de son président M. Nisu C. Mokhele, dénonce l'activité subversive des communistes, une autre fraction est prête à constituer le « front uni » avec le P.C., et à éliminer de la présidence M. Nisu C. Mokhele. Celui-ci avait d'ailleurs rompu auparavant les liens qui unissaient le « Basutoland Congress Party » au « National Action Council », organi-

sation communiste d'Afrique du Sud. De toute évidence, les communistes cherchent à évincer M. Nisu C. Mokhele et à le remplacer par quelqu'un qui leur devra sa position et qui appliquera leurs directives.

Quoi qu'il en soit, on constate déjà que certains dirigeants du « Basutoland Congress Party » semblent se rapprocher des communistes locaux et, sur le plan international, de l'Union soviétique. Ainsi le responsable du bureau étranger du B.C.P. au Caire, Keniama Tchakela, a accordé une interview au correspondant de la *Pravda* qui l'interrogeait sur le nouveau programme du P.C. de l'U.R.S.S. :

« Votre programme, a déclaré Keniama Tchakela, est un document d'une force très grande. Et je suis non seulement d'accord avec ses thèses, mais je considère que le programme du P.C. de l'U.R.S.S. nous aidera, nous Africains, à lutter encore plus activement contre les colonisateurs... Nous voyons dans les succès sans précédent de l'Union soviétique, que mon peuple connaît, non seulement le plus grand exemple pour nous, mais nous y puisons des forces qui nous permettent de mener plus activement la lutte contre les colonisateurs hais. »

Le même Keniama Tchakela devait affirmer, au lendemain des incidents de Maseru, dans un communiqué de presse qui fut diffusé par l'agence « Chine nouvelle » : « Le peuple de Basutoland est déterminé à obtenir l'indépendance et continuera la lutte jusqu'à ce que chaque pouce du continent africain soit libéré du régime colonial. »

La création du Parti communiste du Basutoland et l'action menée par des dirigeants tels que Keniama Tchakela, qu'il serait absurde de confondre avec un véritable leader nationaliste, confirment que, dans le sud du continent africain, les communistes disposent désormais d'un appareil politique destiné à favoriser leurs activités subversives dans toute cette région.

NICOLAS LANG.

## Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8°

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an et 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

# Togliatti en difficultés avec le Kremlin

**T**OGLIATTI bat tous les records d'ancienneté parmi les secrétaires généraux des P.C. d'Europe occidentale et orientale : dirigeant du Secrétariat politique du P.C. italien, installé à Paris dès 1926-27 et membre du Comité exécutif du Komintern dès 1924, il est resté jusqu'à nos jours le chef en titre et en fait du mouvement communiste italien. Pour survivre et pour conserver ces fonctions, il lui fallut être « le meilleur stalinien » de son propre Parti (comme Thorez dans le P.C. français) ou, du moins, jouer parfaitement la comédie du « meilleur stalinien » (comme Khrouchtchev) en se rendant complice de meurtres. Togliatti a payé ce prix pendant la période des massacres staliniens. Il couvrit, au nom du Komintern, l'assassinat de Béla Kun et des chefs communistes polonais, décidé par Staline et exécuté par la N.K.V.D.; en Espagne, durant la guerre civile, il ne fut pas étranger aux nombreux crimes des services secrets soviétiques.

Togliatti n'a pas été nommé à vie secrétaire général du P.C. italien. A la différence de Staline, qui resta le chef jusqu'à sa mort, et Mao Tsé-toung (né en 1893 comme Togliatti), qui se prépare à répéter cet exploit, le communiste italien n'est pas un dictateur tout puissant, capable par le pouvoir qu'il détient de se maintenir à son poste. Son règne dépend, à défaut des moyens policiers et « dialectiques » employés dans les pays du « socialisme scientifique », de l'acceptation du Kremlin et de l'absence d'un (ou plusieurs) candidats à sa succession. Pourtant, depuis quelques années — plus précisément depuis le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. d'U.R.S.S. en 1956 — il n'est pas sûr que ces deux conditions soient entièrement remplies.

## CRITIQUES DU KREMLIN CONTRE TOGLIATTI

Bien que l'on ignore la teneur des entretiens que Togliatti eut au Kremlin à l'occasion du XX<sup>e</sup> Congrès en février 1956, de la grande conférence internationale communiste de novembre 1957 et du XXII<sup>e</sup> Congrès d'octobre 1961, il est possible d'apporter un certain nombre de précisions sur l'attitude des dirigeants soviétiques à son égard.

### 1. — Blâme infligé en 1956

Le 5 juin 1956, le State Department publie le Rapport secret de Khrouchtchev et, le 17 juin, Togliatti accorde sa retentissante interview à la revue *Nuovi Argumenti*, reproduite par l'*Unità*, dans laquelle il critique les chefs soviétiques et la société soviétique et formule son idée du « polycentrisme ». Le 2 juillet, la résolution du Comité central du P.C. soviétique met nommément en cause Togliatti : « Dans l'interview intéressante et détaillée donnée par le camarade Togliatti à

la revue *Nuovi Argumenti on trouve* », déclare-t-elle, « à côté de nombreuses considérations très importantes et très justes, des thèses erronées. En particulier, on ne peut pas être d'accord avec la question posée par le camarade Togliatti de savoir si la société soviétique n'a pas abouti « à certaines formes » de dégénérescence ». Il n'y a aucune raison de poser cette question... »

Cette attaque mettait en relief un autre passage de la résolution qui citait avec une visible satisfaction l'extrait d'un communiqué du P.C. français reconnaissant que l'autorité du P.C. soviétique était intacte. Par là, le Kremlin montrait qu'il estimait plus le P.C. de France que celui d'Italie (bien que ce dernier fût numériquement plus important, politiquement plus lié au parti socialiste et dirigé par un chef plus ancien). Cet ordre dans la hiérarchie du communisme mondial fut depuis lors strictement respecté. Aux réunions internationales de 1957 et de 1960, ainsi qu'au XXII<sup>e</sup> Congrès, le P.C. français et Thorez précédèrent toujours le P.C. italien et Togliatti.

Mais les dirigeants soviétiques n'entendaient pas seulement attaquer publiquement Togliatti; ils voulaient obtenir son alignement. Ainsi une délégation italienne fut convoquée à Moscou. Habile manœuvrier, Togliatti savait qu'il valait mieux qu'il ne se rendît pas au Kremlin et qu'il n'y envoyât pas son adjoint Longo. La délégation se composait de trois dirigeants : Giancarlo Pajetta, l'un des secrétaires du Comité central, Céleste Nevarville, maire de Turin et membre de la Direction, et Giacomo Pellegrini. Ils partirent le 4 juillet et ne rentrèrent que dix jours plus tard. Le 11 juillet, la *Pravda* annonça qu'ils avaient rencontré Khrouchtchev, Pospelov et Ponomarev.

En réalité, ils passèrent plusieurs soirées en compagnie de Khrouchtchev, Mikoïan, Molotov, Kaganovitch, Souslov, etc., et eurent l'honneur d'entendre Khrouchtchev raconter lui-même comment fut « liquidé » Béria. Pendant trois heures, ils écoutèrent la lecture du Rapport secret de Khrouchtchev, traduit du russe en italien par un fonctionnaire de la section italienne du Bureau étranger du P.C. soviétique, A. Diakov. L'explication au sujet de Togliatti ne fut pas très difficile. Les Soviétiques exprimèrent leur tristesse devant les propos de Togliatti; les Italiens battirent en retraite, parlèrent d'un « malentendu » et promirent « le redressement », ce qui fut fait dès leur retour. Le 18 juillet, la direction du P.C. italien se réunit et mit fin à l'« incident » en approuvant à l'unanimité et sans réserve « l'action courageuse et positive du P.C. de l'Union soviétique ».

Cet « arrangement à l'amiable » n'effaça pas les souvenirs de l'incident entre les dirigeants soviétiques et Togliatti, le seul chef communiste d'Occident à avoir été pris personnellement à partie par le Kremlin.

## 2. — La délégation du Kremlin en Italie

Au début de 1958 (du 13 février au 4 mars) une importante délégation du P.C. de l'Union soviétique vint rendre une « visite fraternelle » (en fait une visite d'inspection) au P.C. italien. Elle se composait des dirigeants spécialement responsables du mouvement communiste international : P. Pospelov, membre du Comité central dès 1939, secrétaire du Comité central dès 1953 et membre suppléant du Presidium (Politburo) du Comité central depuis juin 1957; B. Ponomarev, membre du Comité central et du Bureau étranger du Comité central (il a été promu au XXII<sup>e</sup> Congrès secrétaire du Comité central, alors que Pospelov perdit à la fois la fonction de membre suppléant du Politburo et de secrétaire du Comité central); D. Chevliaguine, responsable de la section italienne dans le Bureau étranger du Comité central soviétique; A. Roumiantsev, membre du Comité central depuis 1952; A. Diakov, fonctionnaire de la section italienne du Bureau étranger. Quatre des membres de cette délégation avaient eu des contacts en 1956 avec Païetta, Negarville et Pellegrini; il s'agit de Pospelov, Ponomarev, Chevliaguine et Diakov.

Au terme de son voyage, la délégation rédigea à l'intention de ses supérieurs (en premier échelon : Souslov et Kuusinen, et en échelon supérieur : Khrouchtchev et le Politburo entier) trois documents : un procès-verbal de séjour en Italie; une analyse du P.C. italien et une conclusion sur la situation en Italie, qui, par suite d'un « manque de vigilance révolutionnaire », ne restèrent pas inconnus de « l'ennemi de classe ».

D'une manière générale, ces documents formulaient un jugement défavorable sur le P.C. italien et sur Togliatti en particulier. Une seule phrase, extraite de la « conclusion » en témoigne : « *Ce que nous avons déjà dit montre clairement qu'il ne faut pas mettre de trop grands espoirs dans le P.C. italien et ses dirigeants...* »

Mais la critique visait beaucoup plus Togliatti en personne que les autres dirigeants ou le Parti lui-même. Il était rendu responsable d'erreurs tactiques : « *A la fin de l'occupation anglo-américaine en Italie, le camarade Togliatti, au lieu de profiter énergiquement et courageusement de la situation favorable, comme l'ont fait certains autres et notamment le camarade Gottwald, continua à défendre la fausse théorie de l'arrivée au pouvoir exclusivement par la voie parlementaire. En fait, en 1945 et 1946, les Italiens étaient prêts à accepter un gouvernement populaire dans lequel le Parti aurait joué le rôle principal et qui, en peu de temps, aurait mené à la victoire du socialisme.* »

Il était, selon les documents, à l'origine des querelles à la direction, qui est loin de correspondre aux clichés sur l'« homme communiste » et « le Parti du type nouveau » : « *L'agitation et les conflits intérieurs du Parti qui se sont manifestés après les évé-*

*ments tragiques de Hongrie et pendant le VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti italien [réuni du 8 au 14 décembre 1956], se sont encore aggravés du fait des forces déclinantes du camarade Togliatti dont l'état de santé qui empire et l'énergie décroissante donnent lieu aux dissensions et à l'incertitude quant à la composition future de la direction du Parti... La situation est aggravée par l'antagonisme qui existe entre certains camarades, Amendola, Ingrao, Longo, Païetta, d'une part, et Terracini, Scoccimaro, Secchia, Sereni et autres, d'autre part... La position prise par le camarade Terracini à l'égard du camarade Togliatti est bien connue des membres de base du Parti et exerce une profonde influence sur la masse des militants, la privant d'une orientation correcte. Le camarade Terracini... se plaint maintenant d'avoir été mis à l'écart des affaires. Le camarade Terracini suivait la ligne du marxisme-léninisme plus que presque tous les autres camarades italiens. Il ne commettait pas d'erreurs et ne déviait pas de la ligne du Parti. Néanmoins, quand il prenait la parole au Comité central pour indiquer à un autre camarade la nature véritable de la question en discussion ou voulait mettre en garde contre l'adoption d'une résolution erronée, recommandée par un camarade inexpérimenté, il était accueilli comme un ennemi... La querelle entre les camarades Togliatti et Secchia est bien connue de tous, dans tous les détails... »*

Togliatti était critiqué même dans sa vie privée :

« *Tout cela ne se produit que parce que l'autorité du camarade Togliatti décline peu à peu. Les causes en sont :*

« *Age et état de santé. Le mois prochain, le camarade Togliatti aura soixante-cinq ans. Cet âge pour un homme qui a souffert de beaucoup de maladies différentes au cours des dernières années, qui a été l'objet de l'agression d'un assassin et qui a consacré tant d'énergie, de forces au Parti, est la limite au-delà de laquelle une activité véritable cesse d'être nette et utile.*

« *Situation de famille. Le fait que le camarade Togliatti vit avec la camarade Jotti [M<sup>lle</sup> Leonilde Jotti, autrefois étudiante de l'Université catholique de Milan, devenue député communiste et membre du Comité central] et leur fille adoptive crée des difficultés. La présence constante de la camarade Jotti auprès de Togliatti est vivement blâmée par les membres de base du Parti, surtout en Italie du Nord, parmi lesquels la camarade Montagnana [ex-femme de Togliatti, Rita Montagnana, membre de la Direction du P.C. italien, éliminée] jouissait d'une grande sympathie et était populaire. On entend aussi récriminer parce que le Parti a dû endosser les obligations financières des camarades Togliatti et de Jotti, sur l'insistance de ces derniers. Ainsi qu'il avait été convenu avant notre arrivée, le camarade Roumiantsev a rencontré la camarade Montagnana en présence du camarade Robotti [ex-beau-frère de Togliatti, Paolo Robotti, fut emprisonné pen-*

dant deux ans à Moscou et torturé; il resta néanmoins un fidèle stalinien et l'homme de confiance de l'appareil soviétique en Italie pour les « opérations délicates », en particulier celles de l'argent, destiné aux fonds du P.C.]. *Le camarade Roumiantsev a eu avec elle une longue conversation. La camarade Montagnana, sans manifester aucune animosité à l'égard de son ancien mari, a déclaré qu'il lui était difficile de s'occuper de son fils Aldo, dont la santé est très mauvaise. Au cours de la rencontre, la camarade Montagnana se plaignit que le camarade Togliatti n'agit pas toujours conformément aux intérêts du Parti et qu'il se laisse souvent guider par ses considérations et relations personnelles, comme par exemple ses interventions contre les camarades Mario Montagnana [frère de Rita, lui-même éliminé de la Direction du P.C. italien], Gullo et autres. »*

A la fin, la critique se faisait plus directe et plus brutale :

*« Le camarade Togliatti n'a pas su prendre en considération le changement de circonstances et continue d'insister sur le cours politique qui n'a donné aucun résultat depuis 1945. Sous sa direction, le Parti est devenu un parti de bureaucrates, de fonctionnaires et d'arrivistes... »*

A la lumière de ces extraits, l'affirmation souvent répétée par Togliatti que les partis communistes étrangers ont acquis l'autonomie par rapport à Moscou (les débuts de ce processus remontant en 1935, comme il eut l'impudence de l'écrire dans le dernier numéro de *Rinascita*), ne mérite même pas d'être réfutée : les émissaires de Moscou en 1958 ont eu le droit de s'occuper non seulement de tous les aspects de la vie du Parti, mais même de la vie privée de ses chefs ! D'autre part, il en ressort que les promotions et les éliminations sur le critère familial ne sont pas le privilège exclusif des « marxistes-léninistes-staliniens » albanais, comme on a tendance à le croire et à l'écrire.

### 3. — Critiques contre le P.C. italien après le XXII<sup>e</sup> Congrès

Lorsque, à la suite de l'excommunication des Albanais, du transfert de Staline, des attaques contre le « groupe anti-parti » et de l'attitude particulière des Chinois, les discussions s'animèrent dans la « famille communiste », le P.C. italien se trouva subitement exposé à des critiques de plusieurs partis frères.

L'organe du P.C. italien, *l'Unita*, eut la maladresse de reproduire au début de novembre 1961 la fameuse interview de Togliatti accordée aux *Nuovi Argomenti*, précédant de quelques jours le Plenum du Comité central italien, des 10 et 11 novembre 1961.

Alors qu'en 1956 les critiques soviétiques visaient à la fois le P.C. italien et Togliatti, cette fois, seuls « certains éléments oppor-

*tunistes* du P.C. italien » furent pris à partie. Mais le P.C. français ne fut pas seul à attaquer : les Soviétiques donnèrent la parole aux « partis frères », alignés sur le Kremlin. Jugé « opportuniste », Togliatti était la cible, non seulement parce que, en tant que chef du Parti, il avait permis que ces déviations se développent, mais parce que les porte-paroles de cette hérésie étaient des « jeunes Turcs », liés à Togliatti, en premier lieu Amendola et Païetta, secrétaires du Comité central. Sur leur collusion avec Togliatti, les documents de la délégation soviétique de 1958 ne laissent aucun doute : « *Les camarades Amendola et Païetta, y lit-on, sont connus dans le Parti comme de « jeunes togliaattistes ». Ils sont tous dans l'opposition à des camarades plus mûrs et plus expérimentés, comme Scoccimaro et d'Onofrio... »*

Quatre « partis frères » condamnèrent la déviation dans la direction du P.C. italien. Le premier, le plus pressé et le plus content de le faire, fut le P.C. français. Au cours de son Plenum, réuni deux semaines après celui du P.C. italien, Waldeck Rochet, en tant que rapporteur, s'en prit « aux opinions émises dans le Parti italien par certains éléments opportunistes et révisionnistes » concernant le polycentrisme et l'existence de tendances différentes à l'intérieur du Parti (*l'Humanité*, 27 novembre 1961). Maurice Thorez attaqua à son tour le polycentrisme et la déclaration finale du Plenum reprenait également cette critique.

Le P.C. italien riposta d'abord dans *l'Unita* du 28 novembre qui qualifia ces attaques de « *polémique sans principe* », ensuite par Togliatti qui fit publier dans *l'Unita* (2 décembre 1961) une déclaration réfutant les accusations des Français : « *L'interprétation ainsi que la polémique des camarades français [au sujet du polycentrisme] m'étonnent d'autant plus qu'elles proviennent des dirigeants compétents qui sont au courant jusqu'aux détails de l'état des choses... Je crois ajouter pourtant qu'en 1956 — au cours de notre VIII<sup>e</sup> Congrès — à une réunion où prirent part les représentants de tous les partis autrefois membres du Kominform, la proposition fut faite pour créer une organisation de type régional, c'est-à-dire sur la base des contacts étroits d'information entre les partis agissant dans les situations analogues. Après une certaine hésitation, la proposition fut adoptée à titre d'essai. Des tentatives furent entreprises — en particulier par nous et des camarades français — pour réaliser cette proposition, mais nous n'avons abouti à aucun résultat utile. Nous l'avons abandonnée et, depuis lors, il n'en est plus question. »*

Cette explication ne parut pas convaincre le P.C. français qui, par la signature de J. Duclos (*Humanité* du 9 décembre), revint à la charge contre le polycentrisme.

Trois « partis frères » de l'Europe Orientale critiquèrent également le P.C. italien (cette simultanéité laisse penser que le Kremlin n'était pas étranger à cette démarche). Au Plenum du Comité central est-allemand, Her-

mann Axen, membre du Comité central, spécialement responsable des questions d'idéologie et de propagande, attaqua le polycentrisme, ainsi que le P.C. tchécoslovaque. Enfin, au Plenum du P.C. polonais, W. Gomulka, en termes il est vrai beaucoup plus modérés, déplora l'imprécision de la notion du polycentrisme.

Une fois encore l'*Unita* répliqua : après avoir reproduit les critiques du S.E.D. est-allemand et mentionné celles du P.C. tchécoslovaque, l'organe officiel du P.C. italien regrettait que « des camarades, dans certains partis frères, persistent dans l'interprétation erronée de la formule du polycentrisme, thème dont on avait discuté au Plenum du Comité central du P.C. italien ».

## L'OMBRE DE LONGO ET LE JEU D'AMENDOLA

A ces critiques s'ajoute un autre aspect : deux dirigeants du P.C. italien, L. Longo, secrétaire général adjoint, et G. Amendola, l'un des secrétaires du Comité central, aspirent à prendre la place que Togliatti occupe depuis trente ans.

Depuis longtemps déjà Longo souhaite supplanter Togliatti, et ses nombreuses démarches tendent vers ce but comme en témoignent les exemples suivants.

1949-50. Après l'attentat commis contre lui, en été 1948, et après une maladie, Togliatti, invité par Staline, partit se reposer en U.R.S.S. Staline lui fit un honneur spécial : le chef italien eut en effet le privilège d'être nommé rapporteur à une réunion du Kominform alors que tous les autres étaient des dirigeants de derrière le rideau de fer (Jdanov, Gomulka, Souslov, G. Dej). Cette réunion qui se tint en novembre 1949, en Hongrie, devait être la dernière du Kominform.

A Moscou, Togliatti eut la surprise d'entendre Staline lui dire qu'il devait rester dans la capitale soviétique pour diriger le Kominform, qui était — selon Staline — aux mains d'imbéciles. En dépit de son mépris pour toute organisation internationale communiste, Staline tenait à se servir du Kominform à cette époque (1949-50) comme instrument de guerre contre Tito.

Togliatti n'osa évidemment pas décliner directement cette offre; il déclara que les « masses travailleuses » d'Italie et les militants du P.C. italien avaient besoin de lui. Mais Staline lui réserva une surprise désagréable : après avoir présenté l'offre de Staline comme un souhait formel du vieux despote, Longo obtint sans peine la mise en congé de Togliatti, ce qui lui laissait la route libre vers le secrétariat général.

Togliatti dut manœuvrer — art dans lequel il excelle — et, grâce en particulier à l'aide qu'il trouva auprès de Molotov, finit par se dérober et rentra en Italie en mars 1950. Mais Togliatti n'oublia pas le « lâchage » de son adjoint.

## TOGLIATTI CONTRE L'INTELLIGENTSIA DU PARTI

UN des éléments du prestige de Togliatti est constitué par sa réputation d'homme cultivé et l'autorité qu'elle lui conférerait dans les milieux intellectuels, dans l'intelligentsia progressiste. Aux yeux des émissaires dont nous parlons dans notre article, ce ne serait là qu'une légende sans fondement. Togliatti aurait au contraire dressé l'intelligentsia contre le P.C.I. Voici d'ailleurs ce qu'ils en disent :

« Le camarade Togliatti ne jouit pas de popularité parmi l'intelligentsia progressiste. Il n'a pas obtenu non plus le soutien de la classe moyenne urbaine, bien que le pourcentage des sympathisants du socialisme dans cette classe soit fort élevé et que cette classe eût pu donner au parti un vigoureux soutien.

« Des désertions parmi l'intelligentsia ont privé le Parti de sa signification exclusive, car ces personnes, grâce à leur culture et à leurs travaux, y compris les arts, apportaient au Parti une précieuse contribution qui exerçait une influence considérable dans le domaine de la culture générale. Ces tristes phénomènes de désertion peuvent être attribués dans une large mesure à la position que le camarade Togliatti prenait dans les cas les plus importants; il sous-estimait en fait le rôle de l'intelligentsia et a pris à son égard une position dédaigneuse, faisant ainsi le jeu des ennemis. Dans le document présenté à notre Parti, le camarade Montagnana a révélé les facteurs typiques qui expliquent les raisons qui amenèrent des camarades de valeur à quitter le P.C.I. Les cas de Reale, Giolitti et Diaz furent traités d'une façon maladroite. Il y avait beaucoup de possibilités de prévenir l'adoption par eux d'une position anti-parti, ou du moins de les isoler. En fait, ces hommes, pour avoir été traités avec un manque de retenue et d'une façon grossière, n'ont pas été isolés, mais au contraire ont su acquérir un soutien considérable dans le peuple. »

1955. En janvier 1955, à la quatrième conférence nationale du P.C. italien, l'un des deux secrétaires généraux adjoints, P. Secchia, fut rétrogradé, et Togliatti n'eut plus qu'un seul adjoint : Longo.

1958. La délégation du Kremlin : Pospelov-Ponomarev-Roumiantsev-Chevlaguine-Diakov, dans son document « *Analyse du P.C. italien* », ne se limitait pas seulement à attaquer Togliatti, mais proposait à la fin une solution de rechange :

« Certains camarades italiens ont exprimé avec une certitude entière l'opinion qu'on peut convaincre le camarade Togliatti d'accepter le poste de président, laissant ainsi le travail quotidien à d'autres... Lorsqu'une telle possibilité a été suggérée au camarade Togliatti, il l'a déclinée, déclarant qu'il lui est indispensable de continuer d'être actif et que la confiance et la popularité dont il jouit parmi la classe ouvrière sont telles que sa démission pour d'autres causes que la santé provoquerait des dissensions et un trouble dans le parti et pourrait mener à une lutte des groupes. La délégation insiste néanmoins pour qu'on examine sérieusement la

question de convaincre le camarade Togliatti d'accepter le poste de président du Parti.

« Le choix d'un successeur du camarade Togliatti est bien entendu un problème important auquel nous devons consacrer beaucoup d'attention et une étude détaillée. Bien que notre délégation n'ait ni instructions ni temps pour formuler des recommandations définitives sur cette question, nous ferons néanmoins remarquer que le camarade Longo, en dépit de ses défauts, est la personne la plus indiquée pouvant occuper le poste de secrétaire général du P.C.I. Bien que sa façon de penser démodée soit par trop rigide, il n'en est pas moins parfaitement sûr et il a une bonne notion des principes et des problèmes du mouvement ouvrier international, ainsi que des problèmes locaux. C'est un organisateur remarquable. En outre, il en impose aux gens et occupe une position plus solide que le camarade Terracini, malgré les éminentes qualités de ce dernier, comme nous l'avons indiqué plus haut. Parmi d'autres candidats possibles, comme par exemple : Païetta, Ingrao, Amendola et d'autres qui ont beaucoup de mérites socialistes, aucun ne possède le stage nécessaire pour diriger le Parti. »

1960. Du 30 janvier au 4 février eut lieu le IX<sup>e</sup> Congrès du P.C. italien, mais déjà la veille du Congrès, le 29 janvier, Longo, à peine rentré de Moscou, donna une conférence de presse au siège de la direction nationale, indiquant à l'avance la ligne politique que le Parti allait suivre! A l'issue du Congrès, tenu en présence de Souslov, il fut réélu secrétaire général adjoint (et Togliatti resta secrétaire général), mais au sein du Secrétariat du Comité central fut créé un « Secrétariat exécutif », dirigé par Longo, assisté de Barca et de Barontini.

Cette même année Longo fit, au nom du P.C., un deuxième voyage important à Moscou pour diriger la délégation italienne à la grande conférence mondiale communiste, réunie en novembre. Seuls, deux chefs communistes de

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>).

premier plan manquèrent à cette rencontre « historique » : Mao Tsé-toung et Togliatti.

1961. Lors du Plenum du Comité central du P.C. italien, des 10-11 novembre, consécutif au XXII<sup>e</sup> Congrès soviétique, plus de quarante orateurs prirent la parole, y compris les membres du Secrétariat, comme Amendola, Ingrao, Barca et Giancarlo Païetta. Le seul qui garda le silence fut L. Longo, qui, pourtant, partit immédiatement après pour Moscou afin de « discuter au nom du P.C.I. avec les camarades soviétiques ». Il ne fut accompagné par aucun des chefs du P.C., mais seulement par G. Napoletano, responsable d'une section du Comité central. Il resta près de deux semaines à Moscou, et fit à son retour escale à Varsovie. Le 20 décembre se réunit à nouveau le Plenum du Comité central du P.C. italien. Cette fois Longo fit un important exposé qui éclipsa totalement l'intervention d'Amendola, qui avait tenu la vedette dans la presse internationale lors du Plenum précédent.

Fils d'un député démocrate et antifasciste très connu dans l'Italie d'après la première guerre mondiale, Giorgio Amendola est né à Rome en 1907 (donc un peu plus jeune que Longo, né en 1900). Il fit ses études de droit à Naples, où il entra dans le P.C. clandestin, en 1929, en même temps que deux autres jeunes intellectuels napolitains, Eugenio Reale, médecin, et Emilio Sereni, agronome. (Tous les trois seront ministres communistes à la fin de la deuxième guerre mondiale, mais Reale rompit avec le communisme lors de la révolution hongroise en 1956.)

Repéré pour ses activités communistes, le jeune Amendola fut envoyé au « confino », puis quitta l'Italie et s'installa en France où il travailla dans l'appareil du P.C. italien et dirigea même en Tunisie *Il Giornale*. A la chute du fascisme, il fit partie du Comité de Libération de Rome et devint sous-secrétaire à la Présidence du Conseil, d'abord chez F. Parri, ensuite dans le premier gouvernement de Alcide de Gasperi.

Membre du Comité central, secrétaire de la Fédération communiste de Naples, ensuite secrétaire du Comité central, Amendola est considéré par beaucoup de dirigeants et de militants communistes comme un carriériste — pour employer le terme de la délégation soviétique — et un tacticien habile, ce qui lui vaut de l'estime mais non la confiance et la sympathie. Ambitieux et désireux de succéder un jour à Togliatti, Amendola doit surmonter trois obstacles; il a hiérarchiquement deux supérieurs : Togliatti et Longo et aucun d'eux n'est particulièrement prêt à s'effacer au profit d'Amendola; le napolitain doit affermir et consolider sa position dans le Parti et obtenir l'approbation de Moscou. L'antistalinisme du XXII<sup>e</sup> Congrès soviétique a été pour Amendola autant — sinon plus — un atout politique qu'une position de principe. Affirmé comme chef d'une « tendance » ou d'une « fraction », il pourrait s'en servir le jour où la succession de Togliatti sera définitivement à l'ordre du jour.

BRANKO LAZITCH.

# Au XXII<sup>e</sup> Congrès : aveux et révélations

## (Extraits du compte rendu officiel)

**D**ANS notre précédent bulletin, les textes extraits de la *Pravda* ont révélé le caractère « de masse » et incompréhensible des « répressions » opérées sous Staline, sans qu'on puisse discerner le pourquoi de ces répressions dont des milliers et des milliers de cadres du Parti, et parmi eux de hauts personnages, ont été victimes.

Une certaine D.A. Lazourkina a raconté comment de « vieux bolcheviks » de son espèce furent arrêtés en 1937, elle comme « beaucoup d'autres », emprisonnés, déportés. Elle a dit qu'on dressait des « listes d'innocents à arrêter », que la police battait les victimes pour les forcer à dénoncer, à calomnier ces innocents, sous menace de torture. Et que les suppliques adressées aux dirigeants restaient lettre morte.

N.V. Podgorny, premier secrétaire du Parti en Ukraine, a dénoncé les « répressions massives dirigées contre les cadres soviétiques, économiques, militaires et des Jeunesses communistes », c'est-à-dire contre tous les cadres. Il en rend responsables Molotov, Kaganovitch, Malenkov et Vorochilov, pour insister particulièrement sur le terrorisme de Kaganovitch en Ukraine qui a « décimé » le personnel dirigeant. Il montre que ce Kaganovitch s'est conduit en Ukraine comme un Staline n° 2.

I.V. Spiridonov, premier secrétaire du Parti à Léninegrad, devait nécessairement parler de « l'affaire de Léninegrad », qui a dû coûter la vie à un grand nombre de militants importants, « affaire inventée de toutes pièces et diffamatoire », dit-il sans donner aucune pré-

cision. « Des milliers d'hommes intègres et dévoués au Parti ont été victimes des cruelles répressions de la période 1935-1937 » et, après la guerre, « de nombreuses répressions s'abattirent à nouveau sur des innocents » : mais de combien de milliers de victimes innocentes s'agit-il ? On ne le saura pas de sitôt.

K.T. Mazourov est aussi premier secrétaire du Parti, lui en Biélorussie. Il s'en prend, comme Podgorny, au « groupe antiparti » et spécialement à Malenkov qui, en 1935-1936, fit exclure en Biélorussie « la moitié des effectifs » sous de mensongers prétextes et « organisa le massacre des cadres dirigeants ». Presque tout le personnel gouvernemental, précise-t-il, a subi la répression et a dû périr puisque « tous ces hommes (...) sont aujourd'hui réhabilités, un grand nombre à titre posthume ». Mazourov non plus ne donne de chiffres, mais il laisse entendre que les tueries ont été effroyables dans sa région.

L.I. Brejniev, président du Presidium du Soviet suprême, a mis en cause nommément tous les membres du groupe antiparti, mais n'a parlé de leurs « crimes » qu'en termes très généraux. Tandis qu'après lui, E.A. Fourtseva a mis l'accent sur la réhabilitation de « hauts dirigeants de notre armée, Toukhatcheski, Iakir, Ouborévitch, Iégorov, Eide-man, Korsch et autres », évitant elle aussi de dénombrer les milliers de victimes dans l'armée, la marine et l'aviation. La consigne est évidemment de rester dans le vague, tout en prenant un exemple concret pour mieux dramatiser le discours.

## EXTRAIT DU DISCOURS D'A.I. MIKOÏAN

(Séance du 20 octobre)

*A.I. Mikoïan a pris la parole comme premier suppléant du président du Conseil des ministres. Avec Khrouchtchev et Kozlov, il est certainement un des trois plus importants personnages du Parti et de l'Etat. Il lui appartenait de traiter des désaccords qui ont divisé la direction collective depuis la mort de Staline, en mettant quelques points sur quelques i. Ses précisions confirment ce que l'on savait déjà plus vaguement sur le fait que deux tendances s'étaient dessinées au Presidium, l'une novatrice et réformatrice dont Khrouchtchev est le porte-parole principal, l'autre conservatrice et figée qui devait constituer le groupe antiparti, en majorité au Presidium tandis que Khrouchtchev représentait la majorité du Comité central. C'est pour avoir voulu s'emparer du Secrétariat, donc du levier essentiel de commande, que le groupe hétéroclite et disparate de Molotov et compagnie a été qualifié d'antiparti et traité en ennemi. Voici l'essentiel des explications de Mikoïan.*

Camarades, le XX<sup>e</sup> Congrès a été un tournant dans la vie de notre Parti et du mouvement communiste tout entier. Le cours politique de ce congrès, ses positions théoriques ont déjà donné de bonnes pousses. L'expérience historique des dernières années l'a prouvé.

L'orientation idéologique du XX<sup>e</sup> Congrès n'a pas été avant le congrès, dégagée en un jour, et le programme de ses travaux fixé en quelques jours. L'une et l'autre ont été mis au point au cours des deux années qui ont précédé le congrès en révisant, après les avoir soumises à la critique, certaines positions idéologiques, en réorganisant le travail du Parti et de l'Etat, en liquidant les funestes conséquences du culte de la personnalité.

Dans cette période, des désaccords surgirent au Comité central sur les questions fondamentales de la politique et de l'activité du Parti. Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov firent preuve de « conservatisme », s'avérèrent incapables d'analyser avec justesse la conjoncture nationale et internationale de l'après-guerre, de comprendre la nouvelle ligne de conduite exigée

des marxistes-léninistes. Ils repoussaient tout ce qui était nouveau, combattaient les thèses que le Comité central devait ensuite soumettre au XX<sup>e</sup> Congrès. Plus tard, au groupe antiparti, dont Molotov était le principal idéologue, adhèrent également Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et Chépilov.

Les membres du groupe combattirent avec acharnement le rétablissement des normes léninistes de la vie du Parti et de la légalité socialiste, s'opposèrent à la liquidation des funestes conséquences du culte de la personnalité, prirent position contre des mesures urgentes et d'une nécessité vitale, telles que la réorganisation de la direction de l'Etat et de l'économie, la refonte de la planification, notamment dans l'agriculture, la mise en valeur et l'exploitation des terres vierges, etc.

Ces désaccords avec le groupe imbu d'esprit doctrinaire et conservateur ne portaient pas sur des problèmes d'organisation particuliers ou des questions politiques isolées. Non. Ils touchaient à la définition de toute la politique du Parti dans la nouvelle phase du développement historique et à la ligne générale du Parti.

En son temps, V.I. Lénine avait montré que la réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne proposée par lui en 1923 n'était pas une simple mesure d'organisation, mais qu'elle avait des incidences sur tout notre travail, notre politique, notre tactique, notre stratégie. La question qui se posait alors était, tout en laissant à la classe ouvrière la direction des masses paysannes, d'assurer la victoire du socialisme en U.R.S.S.

Dans les conditions actuelles, ce dont il s'agissait, c'était moins de simples mesures d'organisation que d'une politique à définir qui garantisse la construction victorieuse du communisme dans notre pays et permette de conjurer la guerre mondiale.

Comment expliquer l'opposition de ce groupe imprégné d'esprit dogmatique et conservateur ? Avant tout par l'attachement organique de ses membres au culte, étranger au marxisme-léninisme, de la personnalité, par leur incompréhension que le pays entrait dans une nouvelle phase de son développement — phase où la construction du communisme est poussée, tandis que le système socialiste mondial devient le facteur dominant de l'évolution de l'humanité et que le camp impérialiste a perdu son rôle déterminant dans les rapports internationaux. En effet, avant le XX<sup>e</sup> Congrès, Molotov, dans son rapport à la session du Soviet suprême, avait mis ouvertement en doute le fait de la construction de la société socialiste en U.R.S.S. « A côté de l'Union soviétique, déclara-t-il, où sont déjà jetées les bases de la société socialiste, il y a également des pays de démocratie populaire qui n'ont fait que les premiers pas, mais des pas très importants, en direction du socialisme. » Selon Molotov, il ressortait : 1° que le socialisme en U.R.S.S. n'est pas encore construit; 2° que certains pays de démocratie populaire ne font que les premiers pas vers le socialisme, et 3° qu'il y a également des pays de démocratie populaire qui n'ont même pas accompli ces pas.

Vous comprenez bien qu'en partant de ces thèses on ne saurait prendre en considération le plan de la construction du communisme.

Sous l'effet de la critique dont il fut l'objet au Comité central, Molotov dut se justifier dans les colonnes de la revue *Kommunist*, mais il réduisit la question à une définition erronée. Or, il ne s'agissait pas d'une définition erronée. Il est évident que si seules sont créées les bases du socia-

lisme, la question du passage à la construction poussée du communisme ne se pose plus. Si quelques pays seulement de la démocratie populaire ont fait les premiers pas en direction du socialisme, cela veut dire qu'un système socialiste mondial n'est pas encore érigé et que, par conséquent, on ne peut parler de son action croissante sur le cours de l'évolution sociale. C'était donc une analyse foncièrement erronée, une analyse non léniniste de la répartition des forces politiques et sociales dans le monde actuel.

Le fait d'amoindrir les forces du socialisme et, dès lors, d'exagérer les forces de l'impérialisme a conduit Molotov à de graves erreurs sur les questions de l'évolution internationale : coexistence pacifique et possibilité de conjurer la guerre mondiale, diversité des formes de transition des différents pays au socialisme.

D'une manière générale, Molotov rejette la ligne de la coexistence pacifique, réduisant cette notion à un simple état de paix ou plutôt au fait qu'il n'y a pas de guerre en ce moment et à la négation que l'on puisse conjurer la guerre mondiale. Au fond, sa manière de voir rejoignait celle de ceux qui, à l'étranger, adversaires de la coexistence pacifique, la regardent comme une variété de « guerre froide », comme un état de « paix armée ».

Cette manière de voir est en contradiction avec la conception léniniste des rapports entre les deux systèmes; elle conduirait à l'abandon d'un vaste développement des relations économiques entre les deux systèmes, à l'amenuisement de leurs contacts et de leurs liens culturels. Enfin, ce serait en fait l'aveu que la guerre est inévitable et le refus de rechercher activement des accords pour réduire la tension internationale et aboutir au désarmement. Et ce n'est pas par hasard que Molotov repousse la thèse historique du XX<sup>e</sup> Congrès sur la possibilité, à l'époque actuelle, de conjurer la guerre mondiale.

Molotov conteste l'utilité des rencontres que nous organisons entre les dirigeants du Parti et de l'Etat avec les dirigeants des Etats capitalistes, voyant là un emballement manifeste dû à une confiance excessive dans les contacts et les entretiens personnels. Nonobstant ce point de vue, le Parti a continué à développer les contacts entre hommes d'Etat et institutions publiques soviétiques et hommes d'Etat et institutions publiques étrangers. Et la pratique a montré combien le Parti a eu raison de prendre ces initiatives : il suffit de se référer à l'immense résonance politique, au profit considérable que les rencontres et les discours publics de N.S. Khrouchtchev et autres hommes d'Etat soviétiques ont provoqués et continuent de provoquer. (*Applaudissements.*)

Malgré leurs désaccords, ni Molotov ni aucun autre n'ont pris la parole au XX<sup>e</sup> Congrès pour défendre un point de vue particulier. Ils n'ont pas contesté la ligne politique du Comité central et ont voté avec l'ensemble des délégués.

Le Comité central considéra que cela mettait fin aux dissensions qui s'étaient manifestées avant le congrès. Nous supposons que l'unité était faite sur les problèmes fondamentaux de la politique du Parti. Il devait s'avérer par la suite qu'il était loin d'en être ainsi. La position de Molotov et autres au congrès était celle de pharisiens. Aujourd'hui, la chose est claire : sachant qu'ils s'isoleraient au congrès en combattant ouvertement les nouvelles thèses présentées par le Comité central, ils adoptèrent une autre tactique. Celle-ci était calculée de façon à leur éviter d'être battus au congrès afin de pouvoir ensuite, au moment qu'ils jugeraient favorable, essayer par d'autres moyens d'obtenir la révision de la ligne du Parti.

En résultat, le congrès ayant pris fin, les désaccords demeurèrent. Désormais, ils portaient sur la ligne politique définie par le XX<sup>e</sup> Congrès, sur les décisions de celui-ci.

Pendant plus d'un an, une lutte acharnée se poursuivit au Comité central contre la mise en œuvre des décisions du XX<sup>e</sup> Congrès. La question était de savoir si le Parti prendrait la voie suivie au temps du culte de la personnalité et condamnée par le congrès, ou la voie de Lénine. Alors que le camarade Khrouchtchev et les autres camarades se consacraient entièrement à un travail créateur pour donner corps dans la vie aux décisions du congrès, ces individus ne se préoccupaient que de mettre des bâtons dans les roues, de gêner le travail du Comité central, de recruter des partisans parmi les membres du Presidium, de constituer un groupe, en opérant dans le plus grand secret.

Quand le Parti décida de supprimer les Ministères de l'Industrie, de créer les conseils économiques et de réorganiser les stations de machines et de tracteurs, les fractionnistes jugèrent que le moment était favorable pour s'emparer, par un changement au sommet, du pouvoir et de modifier la politique du Parti. Restés bouche cousue pendant le congrès, ils se mirent dans leurs réunions secrètes à préparer un complot contre le Parti. Et en juin 1957, les affiliés du groupe, ayant compté les voix dont ils disposaient au Presidium du Comité central et celles qu'ils pouvaient rassembler contre la direction du Parti, passèrent directement à l'attaque. Mais ils se sont trompés dans leurs calculs.

La session du Comité central fut à la hauteur des exigences léninistes et elle écrasa le groupe d'opposition antiparti sur le plan idéologique comme sur le plan d'organisation. (*Applaudissements.*) Les membres du groupe firent des déclarations opportunes et ensuite, un an ou un an et demi plus tard, ils écrivirent des lettres au Comité central pour condamner et reconnaître leurs erreurs. Molotov fut le seul à ne pas voter la résolution du Comité central; nulle part et sous aucune forme, il ne prit la parole pour faire la critique de son activité antiparti ou de ses vues qui causèrent un grand préjudice au Parti. La déclaration qu'il fit devant son organisation de base, à savoir qu'il était d'accord avec la résolution de la session, n'était pas sincère; elle était dictée par des considérations de tactique. Jusqu'à ce jour, il s'en tient obstinément à ses vues dogmatiques et conservatrices.

Dans son activité, le Comité central se base

avec logique et esprit de suite sur les normes léninistes de la vie du Parti. La preuve en est que la lutte contre le groupe antiparti aux tendances dogmatiques et conservatrices a été menée suivant les méthodes de la démocratie intérieure du Parti, sans recourir aux mesures de répression gouvernementales comme c'était le cas au temps du culte de la personnalité. En revanche, la victoire du groupe eût livré tous ceux qui ont pris activement parti pour le XX<sup>e</sup> Congrès à une justice sommaire, selon des méthodes que le Parti ne pourra jamais oublier.

Si nous n'avions pas écrasé idéologiquement le groupe antiparti qu'animait l'esprit dogmatique et conservateur nous n'aurions pu mettre en œuvre les décisions du XX<sup>e</sup> Congrès et obtenir les gigantesques succès qui ont grandi notre pays, affirmé sa puissance et son autorité dans le monde et qui sont une garantie pour la construction victorieuse du communisme. (*Vifs applaudissements.*) Ont vaincu l'esprit novateur léniniste et la politique de principe, a vaincu le cours léniniste, a vaincu la direction léniniste du Comité central présidée par le camarade N.S. Khrouchtchev. Le Parti est venu à son XXII<sup>e</sup> Congrès uni, monolithique et puissant comme jamais. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

(Pravda, 22 octobre 1961.)

*Somme toute, après avoir exposé les sujets de discorde qui mettaient aux prises deux tendances, d'ailleurs non cristallisées, au Presidium, et dont il n'avait jamais été question au grand jour, exception faite de la mystérieuse rétractation de Molotov à propos de la réalisation du socialisme en U.R.S.S., Mikoïan se borne à indiquer discrètement que si les rôles s'étaient inversés lors de la péripétie de juin 1957, si Molotov et ses complices l'avaient emporté, Khrouchtchev et ses partisans auraient subi « une justice sommaire » comme sous Staline. En d'autres termes, ils eussent été torturés et mis à mort. Par contraste, le traitement qui leur est infligé maintenant apparaît plutôt débonnaire. Il faut reconnaître qu'il y a quelque chose de changé, sous ce rapport, depuis la disparition du monstrueux « Père des peuples ». Encore que subsiste une des pratiques héritées de Staline, celle de condamner des contradicteurs sans leur permettre de se faire entendre.*

## EXTRAIT DU DISCOURS DE L.N. IÉFRÉMOV

(Séance du 20 octobre)

*Le premier secrétaire de la région de Gorki (ex-Nijni-Novgorod), L.N. Iéfrémov, n'a pas dit grand-chose du groupe antiparti. Il s'est limité à accuser Malenkov au sujet de l'affaire de Léninegrad, à évoquer les « vastes répressions », les persécutions injustes qui ont fait tant de « victimes innocentes », pour conclure à la nécessité d'exclure le coupable du Parti. On ne trouve à citer que ces quelques lignes :*

Le grand mérite du Comité central est d'avoir résolument démasqué et idéologiquement écrasé le groupe fractionniste antiparti qui s'opposait furieusement à l'application de mesures urgentes dans toutes les sphères de la vie économique et politico-sociale [du pays], tout en essayant de

faire dévier le Parti de la voie léniniste. Les violentes attaques de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov et autres conjurés du groupe antiparti contre le cours léniniste traduisaient leur désir d'échapper à la responsabilité personnelle qu'ils ont encourue au cours des vastes répressions qui s'abattirent sur un grand nombre de cadres du Parti et de l'Etat. Les fractionnistes s'étaient fixé des objectifs qui allaient loin. On sait que dans la sombre période de « l'affaire de Léninegrad », provocation montée de toutes pièces par Malenkov, un certain nombre de communistes, victimes innocentes, furent persécutés, tandis que des accusations d'ordre politique étaient portées sans motif contre des dirigeants des organismes du Parti et de l'administration soviétique, ce qui avait causé du désarroi dans l'organisation du Parti et freiné la solution des

questions capitales de la construction économique et culturelle.

Les communistes de notre organisation du Parti s'associent à l'opinion exprimée par les délégués au cours de leurs interventions, à savoir qu'en raison de ses actes antiparti, Malenkov est indigne de rester dans les rangs de notre parti léniniste. (Applaudissements.)

(Pravda, 22 octobre 1961.)

*Il faut remarquer, une fois de plus, que plus il est question de l'affaire de Léningrad,*

*moins on est instruit de ce qu'elle a été en réalité. Tous les orateurs ont dû être chapitrés afin de s'en tenir à des allusions. Cela donne à penser qu'il s'agit d'un épisode particulièrement horrible de la sanglante tyrannie stalinienne. On doit souligner, en outre, que Malenkov, accusé de crimes multiples et abominables, ne tombe que sous le coup d'une éventuelle exclusion du Parti. Personne ne parle de le déférer à la justice pour rendre des comptes.*

## EXTRAIT DU DISCOURS DE D. RASSOULOV

(Séance du 20 octobre)

*C'est encore un « premier secrétaire » du Parti, mais celui du Tadjikistan cette fois, qui prend la parole pour répéter tout ce que les orateurs précédents ont déjà dit, mais il fait brièvement valoir contre Malenkov une accusation nouvelle : celle de ne rien connaître à l'agriculture et d'en avoir freiné le développement. Alors que toute la presse communiste, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'U.R.S.S., ne cessait d'affirmer que l'agriculture soviétique collectivisée progressait à pas de géant (et ce, avec force chiffres éloquentes à l'appui), on avoue à présent que cette agriculture modèle « est restée pendant une longue période à l'abandon ». Quelques lignes du discours de ce Rassoulov méritent donc de figurer ci-après :*

Camarades, la période comprise entre le XX<sup>e</sup> et le XXII<sup>e</sup> Congrès tient dans l'histoire de notre Parti et de l'État soviétique, dans l'histoire du mouvement communiste international, une place particulière. Ce fut une période où le Parti, après avoir éliminé les effets du culte de la personnalité, culte étranger au marxisme-léninisme, et vaincu l'opposition du groupe antiparti, a mis en œuvre d'importantes mesures, vraiment révolutionnaires, pour donner une vigoureuse impulsion à l'agriculture, à l'industrie, améliorer la construction économique et culturelle et étendre les droits des républiques de l'Union. Toutes ces mesures ont stimulé l'initiative populaire et mis au jour de larges voies pour précipiter le mouvement en avant de notre pays vers le communisme.

La vie a entièrement confirmé la justesse et l'opportunité des mesures prises par le Comité central pour démasquer et couper dans sa racine l'activité du groupe antiparti de Molotov, Kaga-

novitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine et autres qui s'évertuaient à saper l'unité de nos rangs, à faire dévier le Parti du cours léniniste tracé par le XX<sup>e</sup> Congrès.

L'agriculture de l'Union soviétique est restée pendant une longue période à l'abandon et son développement a été artificiellement freiné. Il en a été ainsi parce que Malenkov, qui à l'époque dirigeait cette branche d'une importance vitale de l'économie nationale ne connaissait pas l'agriculture et ne voulait pas l'étudier, était coupé du peuple et ne vivait pas ses besoins. Le Parti a dû faire bien des efforts pour vaincre le retard de l'économie nationale. Je m'associe aux propositions des délégués qui ont pris la parole, à savoir que Malenkov doit subir pour cela un châtiement plus rigoureux. (Applaudissements.)

Nous sommes reconnaissants aux membres du Comité central de notre Parti, aux membres du Présidium, sous la conduite du camarade N.S. Khrouchtchev, d'avoir fait preuve de l'esprit de principe et de la continuité qui sont le propre du Parti et coupé dans sa racine l'activité de ce groupe qui freinait notre mouvement en avant ! (Applaudissements.)

(Pravda, 22 octobre 1961.)

*Si fastidieuses que soient les récitations de ces messieurs, dont ne sont cités ici que des échantillons réduits au minimum, elles offrent tout de même l'intérêt de montrer ce qu'est le niveau intellectuel de cette « élite » sélectionnée parmi les pseudo-délégués du Congrès pour tenir la tribune. A part cela, on notera que Malenkov doit subir un châtiement rigoureux non pas en tant qu'assassin de milliers, de dizaines de milliers d'innocents, mais en raison de son incompétence ou de son incurie en matière agricole.*

## EXTRAIT DU DISCOURS D'A.N. KOSSYGUINE

(Séance du 21 octobre)

*Avec A.N. Kossyguine, premier suppléant de Khrouchtchev à la présidence du Conseil des ministres, c'est en quelque sorte un des ténors du Parti qui s'adresse au Congrès. Mais, lui aussi, il rabâche. Il ne trouve rien d'original à dire sur les vaincus du groupe antiparti et, quand il essaie de s'expliquer sur la contradiction évidente entre l'importance donnée au groupe en question et l'insignifiance prétendue de ses membres à l'heure actuelle, la pauvreté de son argumentation saute aux yeux, comme le passage suivant de son discours va permettre d'en juger :*

L'écrasement du groupe fractionniste antiparti de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et Chépilov a été d'une grande portée pour l'affermissement et la cohésion des rangs de notre Parti.

Les fractionnistes ont essayé de ramener le Parti à l'ancien culte de la personnalité et à détacher du Parti et du peuple le noyau dirigeant du Parti. Ils ont fait des tentatives réitérées pour enfreindre les normes léninistes qu'on avait rétablies dans la vie du Parti et dans l'activité de l'État; ils ont combattu pour maintenir l'ancienne politique économique, aujourd'hui périmée, dans le domaine de l'agriculture et de l'in-

dustrie. La lutte contre le groupe fractionniste antiparti a été une lutte contre le culte de la personnalité, lequel a contaminé tous les membres du groupe.

Molotov et les autres affiliés du groupe se considéraient comme les dirigeants à vie du Parti et ils estimaient que le Parti tout entier devait se conformer à leur volonté, et non pas eux à la volonté du Parti.

Tout ce qui était nouveau, progressiste était étranger à Molotov et aux autres affiliés du groupe antiparti. Ils s'étaient à tel point coupés de la vie, de la pratique, que chaque fois ils mettaient en doute et accueillait à la baïonnette toute proposition de quelque utilité qu'elle fût pour le développement de l'économie nationale.

C'était en substance une ligne pour torpiller la politique économique du Parti ainsi que le développement accéléré de l'économie nationale.

Ils estimaient que seule la centralisation pure et simple détermine le style socialiste de la direction de l'économie. Fréquemment, la position des affiliés du groupe antiparti sur les problèmes économiques à résoudre était dictée non par le but à atteindre, mais par des raisons de prestige personnel. Ils étouffaient toute initiative utile. Les conditions de travail étaient devenues insupportables. Ces agissements causèrent un énorme préjudice à l'économie nationale.

Nous parlons à notre congrès du groupe antiparti non point parce qu'ils constitue à l'heure actuelle une force quelconque ou un danger pour l'activité de notre Parti. Ce dernier est fort et uni comme jamais. Le Parti est unanime et ne

fait qu'un bloc autour de son Comité central à la tête duquel se trouve le fidèle léniniste Nikita Serguéievitch Khrouchtchev. (*Applaudissements prolongés.*) Nous en parlons pour montrer une fois de plus au Parti et à la nation à quoi aboutit le culte de la personnalité et le tort irréparable que le groupe antiparti a pu causer au Parti et à l'Etat. Nous voulons que les leçons de l'histoire ne soient jamais oubliées.

(Pravda, 22 octobre 1961.)

*On n'a traduit ci-dessus qu'une soixantaine de lignes du discours qui occupe une page et demie de la Pravda en petits caractères très serrés : elles donnent une idée de l'envergure intellectuelle du personnage qui tient une des places les plus éminentes à la tête du Parti et de l'Etat. Les autres orateurs qui, comme Kossyguine, ont tenté de justifier le torrent de paroles provoqué par l'insignifiance du groupe antiparti ne s'en sont pas mieux tirés. On est obligé d'en conclure que Molotov et consorts sont peut-être plus représentatifs de « l'appareil » soviéto-étatique que les maîtres de l'heure ne veulent en convenir. Il était, certes, plus facile de gouverner par des procédés exclusivement autoritaires, comme sous Staline, que dans la voie où s'est engagée la direction collective pour stimuler l'ardeur au travail et ranimer les capacités créatrices d'un peuple que la tyrannie exercée sur lui durant un quart de siècle avait plongé dans une torpeur stérile.*

## EXTRAIT DU DISCOURS DE M.A. SOUSLOV

(Séance du 21 octobre)

*Une certaine presse occidentale s'évertue depuis des années à faire passer M. A. Souslov pour un « théoricien », pour un penseur. Mais on a beau fouiller les œuvres complètes de ce théoricien, qui se réduisent à de minces brochures contenant ses discours, heureusement peu nombreux, on n'y trouve aucune théorie distinctive, rien que le délayage habituel des formules de l'Agitprop. Cette fois encore, parlant en qualité de secrétaire du Comité central, Souslov n'a pu que ressasser les lieux-communs de la propagande quotidienne et débiter une série de citations de Lénine qu'il est facile de compiler en se servant de l'Index thématique des œuvres du maître. D'autre part, la version selon laquelle Souslov serait l'inspirateur d'une tendance « stalinienne » opposée à la tendance « libérale » de Khrouchtchev est constamment démentie par les actes et les paroles du pseudo-théoricien, dont la mesure intellectuelle tient dans les lignes suivantes :*

Au cours des premières années qui suivirent le XX<sup>e</sup> Congrès, notre Parti s'est heurté à l'opposition acharnée du groupe antiparti de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine et autres qui ont essayé de faire dévier le Parti de la voie léniniste et de le ramener au temps du culte de la personnalité. Ce groupe méprisable de fractionnistes coupés du peuple a, comme on sait, obstinément contrecarré la mise en œuvre de mesures d'une importance vitale et chaleureusement approuvées par toute la nation, comme la

mise en valeur des terres vierges, la réorganisation de la direction de l'industrie et de la construction, le développement de la démocratie intérieure, le rétablissement de la légalité révolutionnaire, etc. Beaucoup d'affiliés à ce groupe ont une responsabilité directe dans les répressions en masse qui se sont abattues, pendant la période du culte de la personnalité, sur d'intègres communistes. En politique extérieure, le groupe antiparti, surtout Molotov, s'est opposé de toutes les manières à l'application par le Comité central du cours destiné à mettre en œuvre les principes de la coexistence pacifique des Etats ayant des régimes sociaux différents, et à assurer la stabilité de la paix. L'action fractionniste pouvait causer un grave préjudice au Parti et au pays. Le Parti a idéologiquement écrasé et rejeté loin de lui ce misérable groupe d'opposants. La vie a ruiné entièrement leurs conceptions et fait la preuve de leur faillite.

(Pravda, 23 octobre 1961.)

*On remarquera seulement, dans ce morceau d'une originalité frappante, l'insistance à associer dans une même réprobation les noms de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov et Boulganine (auxquels ceux de Chépilov, Peroukhine et Sabourov sont ajoutés par d'autres orateurs de stricte orthodoxie). Tous sont accusés de « responsabilité directe dans les répressions en masse », donc de crimes innombrables. Et cependant, Vorochilov et Boulganine jouissent d'un traitement de faveur, ils assistent au Congrès et l'on sait d'avance que leur disgrâce n'ira pas jusqu'à*

*l'exclusion du Parti. De responsabilité pénale, il n'est pas question, ni pour les uns ni pour les autres. Est-il nécessaire, au surplus, de rappeler que Souslov est co-responsable des*

*« répressions en masse » et des turpitudes commises au nom du « culte de la personnalité », au même titre que Molotov et Malenkov, que Khrouchtchev et Mikoïan ?*

## EXTRAIT DU DISCOURS D'I.N. ZAROBIAN

(Séance du 22 octobre)

*Cet illustre inconnu est premier secrétaire du Parti en Arménie, où il a dû se passer des choses horribles, du vivant de Staline. Le discours de Zarobian y fait une rapide allusion qui décèle la main de la censure, car il est peu vraisemblable que le « massacre des cadres » communistes arméniens par Malenkov ait été évoqué sans qu'aucun nom soit prononcé, aucun exemple cité à l'appui d'une telle affirmation. Voici le passage significatif de ce discours aussi banal que les autres :*

Camarades, le XX<sup>e</sup> Congrès historique du Parti a joué un rôle d'une importance exceptionnelle dans la vie de notre Parti et de la nation soviétique. Le cours léniniste appliqué par le Comité central après le XX<sup>e</sup> Congrès a obtenu l'accueil et le soutien unanimes du Parti et du peuple soviétique tout entier. Les discours prononcés à notre congrès actuel ont donné une analyse juste de l'activité scissionniste, néfaste, du groupe antiparti qui a essayé de détourner le Parti de la voie léniniste et de le ramener à l'ancienne politique de l'époque du culte de la personnalité. Ce n'est pas un simple hasard qu'un des affiliés du groupe antiparti, Malenkov, se soit si furieusement opposé à la liquidation des funestes effets de ce culte. Ce politicien en faillite a organisé le massacre des cadres non seulement dans les organisations du Parti à Léninegrad et en Biélorussie, mais aussi celui des dirigeants du P.C. d'Arménie. Nous estimons juste la proposition des délégués, à savoir que Malenkov est indigne de rester dans les rangs de notre grand Parti. (Applaudissements.)

Le grand mérite du Comité central, à la tête duquel se trouve l'inflexible léniniste, le camarade N.S. Khrouchtchev, réside en ceci qu'après avoir résolument démasqué et écrasé le groupe antiparti et courageusement vaincu l'opposition de celui-ci, il a appliqué avec logique et continuité la ligne du Parti fixée par le XX<sup>e</sup> Congrès.

Le rétablissement des normes léninistes de la vie du Parti et de l'Etat a favorisé une plus grande activité des communistes, un style et des méthodes de travail perfectionnés des organismes du Parti et de l'administration soviétique. L'activité du Comité central et personnellement celle du camarade N.S. Khrouchtchev nous ont servi à tous d'exemple pour le style de travail. (Applaudissements.)

(Pravda, 23 octobre 1961.)

*Il va de soi que pour organiser le « massacre » des cadres du Parti en Arménie comme en Biélorussie et à Léninegrad, Malenkov ne pouvait agir qu'au nom de Staline. Mais une convention hypocrite dictée par les épigones épargne cette « personnalité » autrement que par la vague mise en cause de son « culte », parce que la désigner nommément impliquerait la complicité de tout son entourage, y compris Khrouchtchev, Mikoïan et Souslov. Les accusateurs publics résolvent la difficulté en mettant sur la sellette tantôt Malenkov, tantôt Molotov, tantôt Kaganovitch, qui n'ont pas la parole.*

## EXTRAIT DU DISCOURS DE D.S. POLIANSKI

(Séance du 23 octobre)

*Président du Conseil des ministres de la République soviétique russe proprement dite, D.S. Polianski était chargé de noircir le cas de Molotov et celui de Vorochilov. Il s'est acquitté de sa tâche en donnant à leur sujet des détails inédits qui aident à comprendre ce qu'ont été les relations personnelles entre membres du Presidium après la mort de Staline. On les lira dans l'extrait qui suit :*

Camarades, à l'heure actuelle grandit de plus en plus le rôle de notre Parti comme architecte du communisme. Notre Parti est devenu le Parti du peuple entier et, dans le fait d'être au service du peuple, il voit le sens de tous son activité.

En rétablissant dans le pays les principes léninistes de la direction du Parti et de l'Etat, le Comité central a réveillé dans la nation de nouvelles et puissantes énergies. Seul, le groupe antiparti de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov et autres a tenté d'y faire obstacle; il a littéralement combattu toutes les mesures du Parti relatives aux questions capitales de la politique intérieure et extérieure.

Il a déjà été dit au congrès que les fraction-

nistes s'opposèrent avec une violence particulière aux mesures visant à éliminer le culte de la personnalité, à rétablir les normes léninistes de la vie intérieure [du Parti], à mettre fin aux violations de la légalité révolutionnaire et à accroître les liens du Parti avec les masses. Les fractionnistes avaient peur d'être démasqués. Cela les unissait, les rendait solidaires les uns des autres. Ils se lancèrent dans la calomnie, intriguèrent, tentèrent de diffamer et de terroriser tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux. Ce fut une lutte acharnée du vieux, du suranné, contre le neuf, le progressiste. Le Comité central se battit pour la ligne léniniste et la défendit avec honneur. (Applaudissements prolongés.)

Il faut parler spécialement de Molotov. Comme on sait, il prit position contre la réorganisation de la direction de l'industrie et de la construction, contre la mise en valeur des terres vierges, contre les méthodes visant à améliorer la planification, contre d'autres mesures du Parti dictées par la vie. A ce sujet, il est caractéristique que, combattant les nouveaux pas du Parti et de l'Etat, il ne fit aucune proposition pratique. Il craignait tout ce qui était nouveau. Il était aussi contre les décisions du Comité central du Parti modifiant la pratique de la planification dans l'agri-

culture. Je me rappelle du fait suivant : en automne 1955, Molotov, se trouvant en Crimée, pendant les vacances, décida, sans doute pour la première fois depuis de longues années, de visiter un kolkhoze. Il se rendit dans la région de Krasnogvardéisk. Le but de son voyage était, à en juger par toutes choses, de se rendre compte pratiquement de la situation créée par la décision du Comité central modifiant la planification dans l'agriculture. Il voulait obtenir une confirmation de son dogme pour attaquer une fois de plus cette décision. Jusqu'alors, tous les problèmes ayant trait à l'agriculture étaient tranchés à Moscou. Par exemple, combien doit-on emblaver d'hectares de millet ou d'autres cultures. Et Molotov trouvait ça bien. Vous vous souvenez que Nikita Serguéievitch proposa alors de ne pas s'occuper de ce genre d'affaire. « Il faut, disait-il, s'en remettre aux organismes locaux pour la planification de ces problèmes. Sur place, les gens sont plus au courant, c'est à eux de résoudre ces problèmes. » (*Applaudissements.*)

Arrivé au kolkhoze, Molotov posa au président, le camarade Iégoudine, la question suivante : « Comment se présente pour l'exploitation la nouvelle méthode de planification ? » Le camarade Iégoudine : « C'est une excellente décision. Le Comité central nous a déliés les mains et donné des ailes. Nous allons pouvoir maintenant trancher pour de bon les problèmes que pose le développement de l'agriculture. » (*Applaudissements.*) Et Molotov fut obligé de dire : « Tiens ! C'est donc que la décision du Comité central était juste ! »

Elle l'était, en effet, mais Molotov était contre, et il combattit âprement son adoption. Ce dogmatisme ne comprenait pas que, dans les kolkhozes et sovkhoses, la décision ayant trait à la planification avait déjà démontré sa justesse et néanmoins il s'en tenait à son idée.

Molotov était contre les décisions du Comité central sur beaucoup d'autres questions également et il défendait de fausses positions dans le domaine de la politique extérieure. Il s'opposa aux efforts du Comité central pour sortir des impasses qui s'étaient créées dans la politique étrangère au temps où Staline abordait de façon subjective beaucoup de problèmes internationaux.

Incapable de saisir le sens des nouveaux phénomènes de la vie, Molotov est tombé tout entier sous l'emprise du dogmatisme. Se prenant pour un théoricien, il n'a cessé et ne cesse d'embrouiller toujours davantage les notions léninistes les plus élémentaires et de se contredire lui-même.

S'il est des hommes inaptes à appliquer à la vie l'enseignement de Lénine, c'est bien le cas de Molotov. Il s'est depuis longtemps détaché du léninisme créateur pour devenir un incorrigible conservateur.

Il faut aussi parler de la conduite du camarade Vorochilov en tant que membre du groupe antiparti. Le Comité central s'est montré très indulgent à votre égard, camarade Vorochilov. Car vous avez eu un rôle actif dans ce groupe, bien que vous veniez nous dire que « le diable vous a fourvoyé ». Nous pensons que le diable n'y est pour rien. Vous vouliez effacer les traces de votre participation aux répressions qui se sont abattues sur des hommes qui n'étaient coupables de rien, notamment sur les cadres et chefs militaires bien connus dans tout le pays. Affilié au groupe antiparti dont il était un participant actif, le camarade Vorochilov a eu une attitude insolente, brutale, provocante. Au moment critique, il a même refusé de rencontrer les membres du Comité central qui demandaient que le Comité fût convoqué d'urgence. Il oubliait qu'on l'avait élu au Presidium et qu'on pouvait, par conséquent, lui retirer cette haute confiance. Et quelle a été sa conduite la veille de la session du Comité central ? Je n'en rappellerai qu'un aspect. Quand Kaganovitch fut accusé de répressions en masse au Kouban, répressions qui eurent lieu sur son ordre et auxquelles il prit part personnellement, Vorochilov le défendit. Bondissant de son siège et gesticulant, il s'écria : « Vous êtes jeunes encore et nous vous remettrons la cervelle en place. » Nous lui avons alors répondu : « Calmez-vous, le Comité central saura discerner qui a besoin qu'on lui remette la cervelle en place ! » (*Applaudissements.*) Ainsi, camarade Vorochilov, ne faites pas comme Ivan qui ne se souvenait plus de sa parenté. Pour vos actes antiparti, vous devez porter une responsabilité pleine et entière comme d'ailleurs le groupe antiparti tout entier. (*Applaudissements.*)

Notre Parti, après avoir écrasé les fractionnistes, a affermi l'unité de ses rangs, et il est devenu encore plus monolithique et cohérent. (*Applaudissements prolongés.*)

(*Pravda*, 24 octobre 1961.)

*Voilà qui nous renseigne un peu mieux sur les comportements respectifs de Molotov et de Vorochilov, tous deux maintenant jusqu'à présent dans les rangs du Parti. Incidemment, le catalogue des crimes de Kaganovitch s'enrichit de massacres au Kouban.*

## EXTRAIT DU DISCOURS DE N.G. IGNATOV

(Séance du 23 octobre)

*N.G. Ignatov, adjoint au président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., apporte une nouvelle contribution à l'histoire de la lutte intestine qui s'est livrée dans les hautes sphères du Parti jusqu'au milieu de 1957, quand Khrouchtchev fut mis en minorité au Presidium et ne dut son salut qu'à l'intervention collective du Comité central affirmant sa prééminence. On aura par la suite à se référer à son récit pour analyser l'évolution du pouvoir soviétique dans la phase immédiatement consécutive à la mort de Staline.*

Camarades, les remarquables succès obtenus par notre pays, et dont ont fait état avec tant de clarté les rapports et les discours des délé-

gués du congrès, ont été rendus possibles grâce au triomphe du cours léniniste de la politique du Parti, cours dont a essayé de le détourner le groupe fractionniste de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov, Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et Chépilov. Ce groupe a fait une opposition acharnée à l'application de ce cours dans la vie. Aujourd'hui, ce groupe est réduit à l'impuissance. Comme on dit dans le peuple, on a enlevé au serpent sa poche de venin. Actuellement, une partie des affiliés de ce groupe continuent de ramper. d'autres font entendre des sifflements, mais nul parmi eux n'est plus en état de mordre. Si nous en parlons, ce n'est pas parce qu'ils constituent un danger quelconque pour le Parti, mais pour que le Parti et la nation soviétique sachent ce que sont et ce que voulaient obtenir ces renégats coupés de la vie.

Quels sont les objectifs que s'assignait le groupe antiparti ? Décapiter la direction du Parti, modifier derrière le dos du Comité central la composition du Presidium, s'emparer de la direction du Parti, le détourner de la voie léniniste, rétablir les méthodes en vigueur au temps du culte de la personnalité. Dans cette odieuse entreprise, Molotov, Kaganovitch, Malenkov et Vorochilov n'étaient pas seulement guidés par leur soif de pouvoir, mais aussi par la crainte de la responsabilité qu'ils ont encourue en violant les lois et en appliquant une justice sommaire dont beaucoup de membres du Parti et de sans-parti ont été les innocentes victimes.

Après le rapport véridique du camarade Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès sur le culte de la personnalité, le Parti a connu des faits de violations grossières de la légalité socialiste, d'abus de pouvoir, de répressions sans aucune justification. Et quand le Parti a entrepris de liquider les effets du culte de la personnalité, les fractionnistes ont compris que tôt ou tard sonnerait l'heure où ils devraient répondre de leurs actes abominables. Comme vous le savez par les discours des délégués au congrès, les fractionnistes s'étaient préparés depuis longtemps et minutieusement à la réalisation de leurs plans, recrutant successivement, un à un, des partisans, créant avec une perversité jésuitique une atmosphère intolérable dans le travail du Presidium du Comité central. Ils s'avèrent des intrigants experts et des politiciens à double face. En votant pour les décisions du XX<sup>e</sup> Congrès, ils s'imaginaient endormir la vigilance du Parti et, en effet, ils firent tous leurs efforts pour torpiller l'application de ces décisions. Maintenant, tout le monde sait que quels que fussent les nouveaux problèmes soulevés par le camarade Khrouchtchev, le groupe antiparti les combattait constamment et ce n'est qu'au prix de grands efforts qu'on put les mettre à exécution.

On a dit ici que lorsque que fut discutée la mise en valeur des terres vierges, Molotov s'en fit l'adversaire acharné. Il déclara — ce sont ses propres paroles — que les terres vierges sont une affaire perdue d'avance qui ne rapportera pas l'argent qu'on y engloutira. Est-il besoin, camarades, de démontrer aujourd'hui le caractère néfaste et l'absurdité de ces objections ?

Molotov s'est toujours regardé avec orgueil et continue de se regarder comme un connaisseur de toutes les questions de la vie intérieure et extérieure. Mais il est notoire que Molotov fut et reste un esprit brouillon pour ce qui est de la compréhension des relations internationales et du développement intérieur du pays. Il s'est beaucoup fourvoyé au sujet des méthodes et possibilités se rapportant à la construction du communisme dans notre pays, à la coexistence des Etats ayant un régime social différent, aux moyens éventuels de conjurer la guerre mondiale, aux formes de transition des divers pays au socialisme. Et cela ne fut pas un fait du hasard. Molotov fut et reste un dogmatique invétéré qui a perdu le sens de la réalité. Il n'était plus au diapason du Parti.

On sait que lorsque le groupe antiparti eut groupé une majorité dite arithmétique au Presidium du Comité central, il passa pratiquement à la réalisation de ses plans de conquête de la direction du Parti et du pays. Mais il s'est trompé dans ses calculs; il a oublié qu'en dehors de lui, il y a le Comité central dont les membres avaient une confiance illimitée dans le camarade Nikita Serguéievitch Khrouchtchev et qu'ils étaient à ses côtés pour appliquer avec logique et continuité le cours léniniste fixé par le XX<sup>e</sup> Congrès. (*Applaudissements.*)

Vous avez appris par le rapport du Comité central que des membres de celui-ci se trouvant à Moscou exigèrent la convocation d'une assemblée plénière du Comité central. Ils furent résolument soutenus par le camarade Khrouchtchev et par d'autres camarades qui défendaient le cours léniniste. Et l'assemblée plénière fut convoquée.

Pour que vous voyiez plus clairement le vrai visage des fractionnistes et que vous vous rendiez compte à quel point le groupe antiparti, obsédé par le culte de la personnalité, était détaché du Parti et affichait son dédain à l'égard des membres du Comité central eux-mêmes, permettez-moi de vous faire part d'un épisode caractéristique.

Des membres du Comité central envoyèrent à la réunion que tenait le Presidium une délégation porteuse d'une déclaration réclamant la convocation immédiate d'une assemblée plénière du Comité central. Permettez-moi de vous en donner lecture :

« Au Presidium du Comité central.

« Nous, membres du Comité central, avons appris que le Presidium siège sans interruption. Nous avons appris également que vous discutez la question de la direction du Comité central et de celle du Secrétariat. Il est impossible de cacher aux membres du Comité central tout entier des questions aussi importantes pour l'ensemble de notre Parti. En connexion avec cela, nous, membres du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., demandons la convocation urgente d'une assemblée plénière du Comité central et la mise en discussion devant celle-ci de cette question. Nous, membres du Comité central, ne saurions être tenus à l'écart d'une question touchant à la direction de notre Parti. »

Quand cette demande fut portée à la connaissance du Presidium, les fractionnistes firent un tapage d'enfer.

Camarades, il ne vaut pas la peine à cette haute tribune de vous raconter les propos odieux qu'ils tinrent aux membres du Comité central quand ceux-ci se présentèrent. Que croyez-vous, pourquoi ? En effet, comment des membres du Comité central pouvaient-ils avoir l'audace de s'adresser à eux ? Le camarade Khrouchtchev et d'autres camarades qui le soutenaient insistèrent catégoriquement pour que les membres du Comité central fussent reçus. C'est alors que la majorité dite arithmétique — les fractionnistes — proposa que les membres du Comité central fussent reçus non par le Presidium, mais par un des partisans de cette majorité, Boulganine ou Vorochilov. Voyant où ce groupe voulait en venir, Nikita Serguéievitch Khrouchtchev déclara qu'il irait lui-même rencontrer les membres du Comité central et il n'en démordit pas. Et quelle chance ce fut pour le sort de notre Parti ! (*Vifs applaudissements.*)

N.S. Khrouchtchev. — Ils voulurent m'empêcher d'avoir une entrevue avec les membres du Comité central et désignèrent Vorochilov pour cette mission. Je déclarai : « L'assemblée plénière m'a élu secrétaire du Comité central et nul ne peut me retirer le droit d'avoir une entrevue avec les membres du Comité central du Parti communiste. (*Vifs applaudissements.*) C'est l'assemblée plénière qui m'a élu, c'est elle également qui doit décider. Ce que l'assemblée plénière décidera aura force de loi. (*Vifs applaudissements.*) »

N.G. Ignatov. — C'est alors que le Presidium mandata les camarades Khrouchtchev et Mikoïan ainsi que Vorochilov et Boulganine pour rencontrer les membres du Comité central.

*N.S. Khrouchtchev.* — Comme vous le voyez, deux pour deux. (*Mouvements divers.*)

*N.G. Ignatov.* — Comme vous le voyez, les fractionnistes ne voulaient pas avoir d'entrevue avec les membres du Comité central, ainsi que vous l'a dit clairement et véridiquement Nikita Serguéievitch. Bien plus, des instructions avaient été données pour qu'on ne laissât pas entrer les membres du Comité central au Kremlin et beaucoup d'entre eux s'étaient faulxés tout à fait illégalement à l'endroit où se tenait la réunion du Presidium. Camarades, la chose est inouïe, c'est une honte !

*Une voix.* — Une honte !

*N.S. Ignatov.* — A l'assemblée plénière du Comité central, les affiliés du groupe antiparti se trouvèrent devant le mur monolithique du Comité central. Lorsqu'ils virent que l'assemblée soutenait unanimement le camarade Khrouchtchev dans sa lutte de principe pour l'application du cours léniniste, ils exprimèrent en poltrons qu'ils sont leur repentir, mais on ne pouvait leur faire confiance. Ils eurent avant, pendant et après la session du Comité central une attitude à double face. Il fallut s'en convaincre notamment devant la conduite de Molotov quand notre délégation se rendit au XIII<sup>e</sup> Congrès du Parti populaire révolutionnaire de Mongolie. A l'époque, Molotov était ambassadeur en Mongolie. A la demande de la cellule de l'ambassade, il fit une conférence sur la session de juin du Comité central et sur d'autres questions pratiques de l'activité de ce dernier. A la réunion de la cellule, des questions furent alors posées à Molotov et on lui demanda de dire s'il acceptait les décisions du XX<sup>e</sup> Congrès et s'il approuvait les mesures prises par le Comité central. Molotov répondit qu'il les approuvait. Mais deux jours après, au cours d'une conversation avec un membre de la délégation, il s'évertua à convaincre son interlocuteur qu'il ne fallait pas réorganiser les stations de machines et de tracteurs, ni vendre aux kolkhozes le matériel

agricole de celles-ci (la session du Comité central avait précisément tranché cette question) ni se presser d'appliquer les autres mesures décidées. Par cette attitude, Molotov s'est caractérisé comme un politicien à double face.

Camarades, la lutte contre le groupe antiparti a été d'une grande acuité et elle a revêtu un caractère de principe. La question était de savoir si nous continuerions à appliquer le cours léniniste de la politique du Parti ou si ce dernier reviendrait au temps du culte de la personnalité. C'est ainsi que la question se posait. On se souvient que beaucoup des membres de l'assemblée plénière du Comité central estimaient impossible la présence de Molotov, Kaganovitch, Malenkov dans notre Parti. J'appuie les délégués au XXII<sup>e</sup> Congrès qui ont pris la parole à cette tribune pour proposer l'exclusion de Molotov, Kaganovitch et Malenkov du Parti et je considère que leur proposition est tout à fait juste. (*Applaudissements.*)

Notre Parti et le peuple soviétique tout entier ont unanimement approuvé les décisions de la session de juin du Comité central; ils ont condamné ces fractionnistes criminels et les ont écartés de leur route. Le Parti a davantage encore serré ses rangs autour du Comité central, à la tête duquel se trouve le camarade Khrouchtchev, et il poursuit avec succès la construction du communisme. (*Applaudissements.*)

(*Pravda*, 25 octobre 1961.)

*Le récit d'Ignatov confirme donc la réalité d'une direction collective qui, non sans peine, s'est affermie au sommet de l'appareil du Parti et de l'Etat, et dont Khrouchtchev a eu l'habileté de se faire l'interprète, l'instrument, de façon à devenir primus inter pares. La chose est d'importance non seulement pour comprendre un passé récent, mais pour envisager les perspectives d'avenir.*

## EXTRAIT DU DISCOURS D'A.P. KIRILENKO

(Séance du 24 octobre)

*L'intérêt du discours d'A.P. Kirilenko, premier secrétaire du Parti dans la région de Sverdlovsk, est de relater « l'activité criminelle » des dirigeants communistes qui, sans raison avouable, ont exterminé des milliers de leurs camarades dans cette région, comme à Léninegrad, en Ukraine, en Biélorussie, en Arménie et ailleurs :*

Les rapports remarquables, englobant tout, faits au XXII<sup>e</sup> Congrès, avec une ampleur exhaustive, par Nikita Serguéievitch Khrouchtchev ont montré avec une parfaite clarté toutes les étapes de la noble lutte du Parti et de son Comité central pour le triomphe de la ligne générale léniniste, pour la victoire du cours politique fixé par le XX<sup>e</sup> Congrès, lequel a résolument condamné le culte de la personnalité, démasqué hardiment ses effets funestes, rétabli les normes léninistes de la vie du Parti et les principes de la direction collective.

Cette victoire de notre Parti n'a pas été facile. Le cours nouveau, comme on sait, s'est heurté à l'opposition acharnée du groupe fractionniste antiparti de Malenkov, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Boulganine, Pervoukhine, Sabourov et Chépilov qui voulait faire dévier le Parti de la voie léniniste et conserver les anciennes méthodes en vigueur dans la période d'épanouisse-

ment du culte de la personnalité et en même temps fuir ses responsabilités pour les grossières déformations de la légalité révolutionnaire, pour les répressions qui ont frappé beaucoup des meilleurs responsables, complètement innocents, du Parti et de l'Etat.

Au congrès, on a déjà cité certains cas d'activité criminelle des membres du groupe antiparti ayant eu lieu à Léninegrad, en Ukraine, en Biélorussie et en d'autres régions. Je veux ajouter que beaucoup de personnalités responsables du Parti, de l'administration soviétique et des organismes économiques de la région de Sverdlovsk ont été, elles aussi, victimes de répressions en masse. Deux comités régionaux presque entiers, tous les secrétaires de comités urbains et de comités de district du Parti, les directeurs des grandes entreprises et des établissements scolaires ont été atteints par la répression. Beaucoup de cadres du chemin de fer de Sverdlovsk ont particulièrement souffert.

En se remémorant ces sombres pages d'un passé récent, les communistes et tous les hommes soviétiques se rendent compte de visu de la lutte vraiment courageuse, pleine d'abnégation, qu'ont dû soutenir notre Comité central et personnellement Nikita Serguéievitch Khrouchtchev. A la face du Parti et du peuple, ils ont démasqué

(*Suite au verso, bas de page*)

# Hypothèses sur le « pourquoi » de la déstalinisation

**L**E XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'Union soviétique a suscité dans le monde occidental une légitime curiosité. On s'interroge sur les motifs qui ont pu pousser Khrouchtchev à jeter dans le désarroi — le terme n'est pas trop fort — le mouvement communiste de Russie, du bloc soviétique et du monde libre en relançant, cette fois-ci sans ménagement et jusqu'au bout, son offensive d'il y a cinq ans contre Staline.

Khrouchtchev en a assurément pesé les conséquences — et la majorité de la direction collective avec lui — avant d'engager une opération susceptible de provoquer des remous sérieux en U.R.S.S. même (nous en aurons un jour ou l'autre des échos), de faire éclater ouvertement le conflit latent entre les partis communistes du bloc soviétique et d'ébranler dans les partis communistes du monde libre la foi, le moral et la discipline.

## LA SECONDE MORT DE STALINE

Un spectre hante le monde communiste : Staline mort pour la deuxième fois et jeté hors de son somptueux tombeau. En effet, le récent Congrès du Parti communiste soviétique a été nettement marqué par deux grands événements : la déstalinisation en Russie et la scission du communisme international qui se manifeste en particulier

Khrouchtchev n'est ni un dément ni un hasardeur. S'il a assumé les risques incontestablement sérieux de l'aventure, c'est qu'il les jugeait préférables à ceux que comportaient le silence prolongé, la perpétuation de certaines équivoques et la poursuite d'une politique qui, en dépit des rajustements des dernières années, demeurait stalinienne dans les grandes lignes et inféodée aux principaux dogmes jadis imposés par Staline.

Nous croyons utile de soumettre aujourd'hui à nos lecteurs un article du directeur de l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne, Oscar Pollak, paru le 19 novembre dernier dans le quotidien central du Parti socialiste d'Autriche. C'est un essai d'interprétation qui nous semble, à certains égards, poser correctement le problème. Nous le ferons suivre de nos critiques et de nos commentaires.

dans la fissure maintenant visible entre Moscou et Pékin. Ces deux événements sont très étroitement liés : la Chine refuse en effet de désavouer Staline. Le représentant chinois au Congrès de Moscou s'est livré à une manifestation en l'honneur de Staline et est intervenu en faveur des communistes albanais rejetés par Moscou à cause de leur

### (SUITE DE LA PAGE 21)

de façon léniniste la vile activité du groupe fractionniste antiparti et l'ont rejeté de la route victorieuse où notre glorieux Parti a marché et marchera ! (*Applaudissements.*)

Nous partageons entièrement la proposition qu'ont émise devant le congrès un certain nombre de camarades, à savoir que Malenkov, Kaganovitch, ainsi que Molotov, je veux dire l'inspirateur idéologique du groupe antiparti, n'ont littéralement plus leur place dans les rangs de notre Parti léniniste. (*Applaudissements.*)

Camarades, après l'écrasement des fractionnistes il est devenu effectivement plus facile de respirer et de travailler ; nous voyons plus clair et plus loin dans l'avenir. Comme dans les grandes crises, les flots puissants d'initiative populaire, de recherches audacieuses, de nouvelles hardiesses se sont largement répandus. Notre Parti a encore serré ses rangs, ses liens avec le peuple sont devenus plus fermes.

Les déclarations des dirigeants des partis frères et des organisations révolutionnaires à l'étranger gonflent le cœur d'un immense orgueil. Dans leurs discours au congrès, ils nous ont dit notamment que les décisions du XX<sup>e</sup> Congrès et le combat que notre Parti mène sans défaillance pour la victoire du cours léniniste ont enrichi tout le mouvement ouvrier et communiste, qu'après le XX<sup>e</sup> Congrès tous les partis frères sont devenus plus virils et plus fermes et qu'ils se sont mis avec plus de succès à résoudre les problèmes historiques dont les a chargés le cours tout entier de l'évolution de la société humaine.

Sous cette lumière, combien pitoyables apparaissent les dirigeants du Parti albanais du Travail qui ont violé les principes sacrés de la solidarité et de l'internationalisme prolétarien, qui

se sont engagés dans la voie ténébreuse de la rupture de l'amitié et de l'unité entre tous les pays du camp socialiste, dans la voie du chantage et de la calomnie contre notre Parti communiste et son Comité central. Hodja et Chehu, vos menées scissionnistes ne donneront rien ! Vos misérables efforts pour ternir l'honneur et la dignité du P.C. de l'U.R.S.S. resteront vains. Le P.C. de l'U.R.S.S. a été, il est et demeurera le point d'appui et l'ami sûr de tout le mouvement ouvrier et communiste international. Il n'y a pas de force au monde qui puisse ébranler l'unité d'acier des rangs des partis ouvriers et communistes du monde entier et de leurs millions d'hommes ! (*Applaudissements.*)

(*Pravda*, 26 octobre 1961.)

*La monotonie désespérante de ce verbiage, dont on n'a reproduit ici qu'une infime portion contenant quelques miettes précieuses d'histoire politique, ne doit pas rebuter le lecteur consciencieux, qui cherche à s'orienter dans le cours des événements soviétiques. Puisque toute initiative sur le plan des relations internationales vient de l'Est, il importe de saisir le sens des transformations qui s'accomplissent lentement, sourdement, à l'intérieur de cette puissance qui exerce tant de pressions à l'extérieur, qui intervient si activement dans l'histoire universelle. Après la publication des derniers textes à paraître dans notre prochain bulletin, on sera relativement mieux équipé pour interpréter les démarches et manœuvres de l'impérialisme soviétique dans la guerre froide camouflée en « coexistence pacifique ».*

(Traductions de M. B.)

stalinisme. Plus tard, le P.C. chinois a protesté, en partie sous le couvert d'une prise de position pour les Albanais, contre l'antistalinisme de Moscou, et tous les partis communistes d'Asie se sont joints à lui. Parmi les partis européens, le seul à le faire a été le P.C. albanais, cela sur le ton le plus violent, avec des injures grossières à l'adresse de Khrouchtchev. Le divorce est clair — et il est tout naturel.

Nous avons déjà essayé plus d'une fois d'expliquer ici ce qui distingue le communisme en Union soviétique du communisme en Chine : à savoir un écart de trente ans. Trente ans plus tôt, la Russie était un pays à peine industrialisé, sous-développé au sens de l'économie moderne, comme l'est aujourd'hui la Chine. C'est pourquoi la révolution russe, dans sa première phase bolcheviste, fut l'effort puissant mais terriblement coûteux en vue de pousser en avant par la force un immense pays sous-développé, au prix de la liberté et de la vie de deux générations humaines, de l'industrialiser et d'imposer même à l'agriculture des formes d'exploitation collectives, ce qui coûta énormément de biens et de sang. Pour cela il était besoin de la dure dictature communiste. Pour cela la Russie avait besoin de l'inhumanité de Staline. Ce fut là le rôle historique du stalinisme.

Et c'est exactement la même situation historique dans laquelle se trouve aujourd'hui, trente ans plus tard, la révolution communiste chinoise, la dictature chinoise. La Chine, pays encore plus immense, ne peut être remodelée économiquement ni industrialisée sans sang et sans terreur. La Chine ne peut pas sauter la phase stalinienne : sans le stalinisme elle ne peut ni devenir communiste ni rester communiste.

Ajoutons encore, pour mieux faire comprendre cet écart aujourd'hui visible : on saisit maintenant pourquoi de tous les partis communistes européens, un seul se soit rangé ouvertement contre Moscou aux côtés de Pékin : celui du plus petit pays, le plus arriéré économiquement, le moins développé qu'il y ait en Europe, l'Albanie.

En d'autres termes, la Chine (et l'Albanie) ne peut pas encore renoncer aujourd'hui à Staline et à ses méthodes. L'Union soviétique le peut, le doit même, si elle veut aller de l'avant. C'est là le sens historique de la phase khrouchtchevienne de son évolution ; c'est là le sens de la déstalinisation. Wolfgang Leonhard, un des meilleurs connaisseurs de la Russie, a indiqué la grande importance du récent Congrès de Moscou et il a ajouté d'une façon significative que l'évolution qui s'y manifeste ne s'arrêtera pas à Khrouchtchev.

\*\*\*

Ainsi, la deuxième mort de Staline signifie en Russie clarification et nécessité, dans le communisme international, au contraire, elle suscite la contradiction et le désarroi.

En Russie aussi, l'effet immédiat est pour beaucoup de gens un choc, de la stupeur, qui ne se muent que progressivement — et tout de suite chez les jeunes seulement — en soulagement, en quelque chose de positif : on se dit que maintenant cela ira mieux... Chez les communistes hors de Russie, l'ébranlement et la consternation sont certainement beaucoup plus graves ; et ils ne peuvent que renforcer les doutes et provoquer une répulsion, un refus et une haine plus grands chez ceux que gouvernent les communistes.

Comment faut-il interpréter tout cela ? Comment se fait-il que tous les communistes dont Khrouchtchev et Mikoiân, aient encensé Staline dans chaque discours comme le « génie de l'humanité » ? N'avaient-ils donc rien remarqué, alors, du « culte de la personnalité » ? Ou bien y ont-ils pris part sans résister ? Et comment doit-on comprendre qu'au Congrès de 1956, quand Khrouchtchev révéla pour la première fois les crimes de Staline, il ait nommé expressément Mikoiân, Molotov et Vorochilov parmi ceux qui avaient été soupçonnés, blessés et persécutés par Staline — mais qu'au Congrès de 1961 il ait condamné Molotov et Vorochilov avec Malenkov et les autres « ennemis du Parti » comme ceux qui avaient aidé Staline à commettre ses crimes !

Cette alternance de l'éloge et de la condamnation, des accusateurs et des accusés — qui ne peuvent pas se défendre — est typique du système communiste ; pendant les « procès en sorcellerie » montés par Staline, aussi bien la liste des accusés que celle des crimes qui leur étaient imputés, de même que la liste des personnes que visaient ces crimes, changeaient sans cesse au cours d'une action judiciaire ! A tout cela il n'y a qu'une seule explication, et depuis lors jusqu'à ce jour, depuis Staline jusqu'à Khrouchtchev, elle est la même : il y a des communistes honnêtes, mais il n'y a pas d'honnêteté dans le communisme.

Le mécanisme psychologique de cette contradiction est ce que le génial écrivain Orwell a appelé dans son ouvrage « 1984 » le *double-thinking*. Je considère l'ancien rédacteur en chef de la *Volksstimme*, Zucker-Schilling, comme un communiste honnête (puisse cette remarque ne pas lui nuire auprès de ses amis !). Lors du voyage en Russie des rédacteurs en chef autrichiens (1955), Staline était déjà physiquement mort, mais officiellement il n'était pas encore tué politiquement ; et Zucker-Schilling défendait encore tout ce qu'il y avait alors en Russie. C'est pourtant le même Zucker-Schilling qui a parlé récemment de ce qu'il y avait d'« effroyable » dans le passé stalinien désormais révolu. Comment expliquer cela ? Il a vécu, et vu, mais il n'a pas cru toutes ces choses effroyables. Il croyait ce qui était en contradiction avec tout ce qu'il voyait ; et aujourd'hui il croit le contraire. Il est imprégné de la malhonnêteté intérieure qu'on lui a enseignée, du *double-thinking*. La deuxième mort de Staline l'en délivrera-t-elle ?

Revenons brièvement de la psychologie à la sociologie. Si les communistes étaient de véritables marxistes pour qui la conception matérialiste de l'histoire explique aussi l'évolution de leur propre mouvement, ils comprendraient ce qui se passe actuellement chez eux. Mais comme ils ne sont que les perroquets d'un dogmatisme figé, ils ne le comprennent pas, ils sont abasourdis et bouleversés.

En 1918 déjà, lorsqu'ils se séparèrent des socialistes en les traitant de « réformistes » et de « social-traitres », les communistes ne comprenaient pas pourquoi il fallait qu'il en fût ainsi ; parce que le mouvement ouvrier des pays industriels développés était entré dans une autre phase d'évolution que la Russie et le Sud-Est européen.

Comprennent-ils aujourd'hui pourquoi le mouvement communiste de Russie se distingue nettement de celui de Chine et des autres pays asiatiques — et s'en sépare ? Les communistes chinois traitent aujourd'hui les communistes soviétiques de « révisionnistes » (c'est la même chose ou plus grave encore que « réformistes »), de « coexistentialistes » qui ont abandonné la thèse léniniste de la guerre inévitable, qui dans les pays neufs ont trahi la révolution les livrant aux mouvements de libération nationalistes. En un mot, aux yeux du P.C. chinois, Khrouchtchev et les siens ont trahi le communisme révolutionnaire. Ils en ont tué le symbole Staline.

C'est là en vérité une révision significative. Elle est l'œuvre de l'histoire.

OSCAR POLLAK.  
(*Arbeiter-Zeitung*, 19 novembre 1961.)

## SOUS-DÉVELOPPÉS ET SOUS-SOUS-DÉVELOPPÉS

Oscar Pollak a raison, croyons-nous, de rechercher les causes objectives de l'opération de Khrouchtchev et de faire abstraction des ambitions personnelles du personnage et des rancunes qu'il tente d'assouvir. C'est pourquoi il convenait de ne point insister sur la nouvelle excommunication du groupe « anti-parti », dont la signification doit être recherchée ailleurs. Ce n'est pas pour le plaisir de piétiner des hommes inoffensifs depuis cinq ans que Khrouchtchev a provoqué la crise du communisme mondial. Personne d'ailleurs, ni en Chine ni en Albanie, à en juger par les textes jusqu'ici connus,

n'a élevé la voix pour défendre les Molotov, Kaganovitch, Malenkov et consorts.

Oscar Pollak a encore raison de rechercher l'explication de la cassure dans l'espace de trente ans qui sépare, dans l'évolution historique, la Russie d'une part, la Chine et l'Albanie d'autre part. Le chiffre 30 est peut-être un peu arbitraire. Sur les plans économique et culturel, cet écart nous paraît beaucoup plus grand. On peut cependant admettre cet écart de 30 ans (ou plus exactement de 33 ans) sous l'angle de la politique stalinienne : c'est en 1928/29 que débute en Russie la politique de l'industrialisation accélérée et de la collectivisation forcée de l'agriculture. C'est cette politique que Khrouchtchev tente à présent, assez timidement d'ailleurs, d'assouplir sous l'impérieuse pression de la situation économique de l'U.R.S.S. (1).

Il est en tout cas certain que la Chine et l'Albanie, où l'industrialisation ne fait que commencer, ont d'autres problèmes à résoudre que l'U.R.S.S., dont l'industrialisation a fait des progrès énormes depuis trente ans, et la plupart des satellites européens (notamment la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale, la Pologne et la Hongrie), qui disposent depuis longtemps d'une puissante industrie. Il saute aux yeux que les partis communistes de Chine et d'Albanie, désireux de s'industrialiser au plus vite et de brûler les étapes, ne peuvent voir que d'un mauvais œil l'abandon de certaines pratiques staliniennes par Khrouchtchev et ses acolytes.

Oscar Pollak rappelle avec raison ce qui s'est passé au lendemain de l'autre guerre, au moment de la fondation de l'Internationale communiste : les communistes accusèrent alors les socialistes occidentaux de pratiquer la « collaboration des classes », de « trahir » les vieux dogmes et de tomber dans le « révisionnisme ». La Russie de 1917 se trouvait approximativement au niveau de l'Europe occidentale de 1848, et ce sont les formules du jeune Marx d'alors que Lénine et ses amis opposèrent aux socialistes démocrates occidentaux qui préféraient, en 1918, les thèses plus mûres élaborées par Marx — et surtout par Engels — après 1871 : c'est en effet la Commune de Paris qui marque une césure dans l'évolution de la pensée politique de Marx et Engels. C'est à partir de 1871 que les deux co-auteurs du **Manifeste Communiste** s'acheminent vers le réformisme.

La fondation du Komintern fut une révolte du socialisme des sous-développés contre une politique socialiste adaptée à la situation des pays évolués de l'Occident. A certains égards et dans certaines limites, la fronde sino-albanaise d'aujourd'hui peut être considérée comme la révolte du communisme des « **SOUS-SOUS-développés** » contre le communisme simplement **SOUS-développé** de l'U.R.S.S., celle-ci étant demeurée sous-développée à plus d'un point de vue en dépit de ses spoutniks, de ses bombes à hydrogène et de la perfection de ses armements.

Pour tout ce que O. Pollak a exposé et expliqué dans cet ordre d'idées, nous lui donnons bien volontiers raison. Mais nous croyons devoir marquer des réserves on ne peut plus formelles à l'égard de certaines phrases que nous trouvons dans son article. Certes, l'éditorial d'un quotidien n'est pas une étude

(1) Nous en avons fourni ici même quelques exemples ; cf. notamment notre article « L'économie soviétique au premier semestre 1961 », n° 263, pp. 6-7.

destinée à une revue, et il convient de tenir compte d'éventuels **lapsus calami**.

La Chine et l'Albanie, nous en sommes d'accord et elles ont sans doute raison, cherchent à s'industrialiser le plus rapidement possible. Mais est-il admissible d'écrire, comme le fait Pollak :

« La Chine... ne peut être remodelée économiquement ni industrialisée sans sang et sans terreur. La Chine ne peut pas sauter la phase stalinienne : sans le stalinisme elle ne peut ni devenir communiste ni rester communiste. »

Cette phrase est en elle-même déconcertante. Elle le devient bien plus encore si on la confronte avec ce que l'on lit à l'alinéa précédent, où Pollak parle de la nécessité de s'industrialiser où se trouvait la Russie voici trente-cinq ans :

« Pour cela, dit-il, il était besoin de la dure dictature communiste. Pour cela la Russie avait besoin de l'inhumanité de Staline. Ce fut là le rôle historique du stalinisme. »

Ici, nous renonçons à comprendre. Le raisonnement ci-dessus ne tient en effet que si l'on estime que la voie stalinienne est le seul moyen d'industrialiser un pays. Ce raisonnement est évidemment celui de Mao et de la clique albanaise, il est aussi celui par lequel Khrouchtchev justifie le passé soviétique — son propre passé. Pour les communistes qui ont grandi sous Staline et dans le culte de Staline, la méthode démentielle de celui-ci est le seul moyen d'industrialisation, cela se comprend.

Mais l'histoire connaît d'autres méthodes d'industrialisation encore. L'Europe occidentale d'abord, l'Europe centrale ensuite, n'ont pas eu besoin de Staline pour s'industrialiser depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> ou le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les Etats-Unis et la Russie tsariste ont commencé leur industrialisation à une époque où Staline était encore dans son berceau. Le début de l'industrialisation en Europe occidentale n'eut rien d'idyllique, c'est entendu : l'accumulation primitive infligea des sacrifices indicibles aux populations laborieuses, mais les Russes de l'époque stalinienne se seraient crus en pleine béatitude s'ils n'avaient jamais eu à subir que les sévices infligés aux travailleurs européens du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ! Les Etats-Unis et la Russie tsariste se sont industrialisés à meilleur compte que l'U.R.S.S. grâce aux capitaux étrangers. Il ne faut tout de même pas oublier que c'est sous Staline que le salaire réel est tombé en Russie à 50 % de ce qu'il avait été sous les tsars !

La méthode stalinienne de l'industrialisation, loin d'être universellement valable et « nécessaire », n'est donc qu'une exception, un accident historique dû à la démence d'un individu et concevable uniquement pour des cervelles formées sous et par Staline. Elle n'est même pas essentiellement bolcheviste puisque des théoriciens communistes comme Boukharine s'y sont opposés dès le début.

Ce n'est pas pour le plaisir de rechercher la polémique et de couper les cheveux en quatre que nous avons cru devoir soulever cette question. Il y a aujourd'hui, à travers le monde, des centaines de millions d'humains, récemment parvenus à l'indépendance et qui aspirent à l'industrialisation pour sortir de leur misère. Il importe de leur faire comprendre que cette industrialisation peut s'obtenir par d'autres méthodes encore que la stalinienne, et que celle-ci est, de toutes, la plus terrible, la plus sanglante et — sur le plan économique — la plus onéreuse.

Lucien LAURAT.